



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République de Madagascar

Programme de soutien aux pôles de Micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER)

Prêt FIDA No 737-MG, Don FIDA No 996-MG, Prêt OFID 1212 P

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 20 novembre – 4 décembre 2013

Date du document: 31/12/2013

No. du Projet: Prêt FIDA 737-MG, Don FIDA 996-MG, Prêt OFID 1212 P

No. du rapport: 3265-MG

Division Afrique orientale et australe
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	2
D. Aspects fiduciaires	15
E. Conclusion	19

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	21
Appendice 2:	Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	27
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	29
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	57
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	83

Sigles et acronymes

Liste des abréviations

AGR	Activité Génératrice de Revenu
AMED	Approche des moyens d'existence durables
Ar	Ariary (monnaie malgache)
AT	Assistant technique
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CENAM	Centre National de l'Artisanat de Madagascar
CI	Comité d'Investissement
CIC	Comité Interministériel de Coordination
CIPE	Centre d'Information Pour les Entreprises
CN	Coordonnateur National
CNMF	Coordination Nationale de la Microfinance
CNP	Comité National de Pilotage
CR	Coordonnateur Régional
CRP	Comité Régional de Pilotage
DPD	Demande de paiement direct
DREI	Direction Régionale de l'Economie et Industrie
DRDR	Direction Régionale de Développement Rural (MAEP)
DRF	Demande de Retrait de Fonds
EPN	Equipe PROSPERER Nationale
EPR	Equipe PROSPERER Régionale
FCCI	Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie
FENU	Fonds d'Equipement des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIR	Facilité d'Investissement Rural
FPR	Facilité de Partage des Risques
IF	<i>Iva Fanoitra</i> (Guichet Multiservices)
IMF	Institution de Micro Finance
LT	Long Terme
MAEP	Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche
MER	Micro Entreprises Rurales
MT	Moyen Terme
NO	Non Objection
OFID	<i>OPEC Fund for International Development</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
PER	Petites Entreprises Rurales
PHBM	Projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré
PROSPERER	Programme de Soutien aux Pôles de Micro-Entreprises Rurales et aux Eco Régionales
PSE	Prestataire de Services aux Entreprises
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Point de Vente
RIMS	<i>Result-oriented and Impact Management System</i> (FIDA)
RSE	Responsable du SE
SE	Suivi-Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SYGRI	Système de Gestion de Résultats et Impact (<i>RIMS</i>)

A. Introduction¹

1. Du 20 novembre au 4 décembre 2013, une mission de supervision du FIDA s'est rendue à Madagascar pour effectuer la cinquième supervision du PROSPERER². La mission avait pour objectif de faire la revue des progrès réalisés depuis les missions de supervision en Octobre 2012 et d'appui à la mise en œuvre en avril 2013 et de formuler des recommandations en vue d'améliorer les performances du Programme, particulièrement dans l'exécution du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2013 en cours d'exécution.

2. La mission a visité quatre des neuf régions couvertes par PROSPERER. Dans chacune de ces régions, la mission a tenu des séances de travail avec des représentants des MER et des GUMS. Des réunions de travail ont été tenues avec les principaux partenaires et prestataires du PROSPERER incluant CITE, FCCIM, CCI, TIAVO, CECAM, PAMF pour faire le point sur l'état actuel de leur coopération et les perspectives de renforcement de leur partenariat. Le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI), Ministère de la Promotion de l'Artisanat, Ministère du Commerce, CCI, DRDR et DREI ont été impliquées dans les visites de terrain et les réunions tenues dans chaque région. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire présentant les principales conclusions de la mission a été organisée au MINAGRI le 3/12/2013.

3. La mission remercie le Gouvernement et les partenaires pour l'accueil dont elle a bénéficié partout où elle est passée et pour l'enthousiasme généré par le Programme auprès des populations et des partenaires. Elle tient particulièrement à féliciter l'EPN et les équipes régionales (EPR) pour les bonnes présentations des activités ainsi que l'excellente organisation des visites de terrain par équipe, ce qui a permis à la mission d'effectuer des visites simultanées dans différents districts appuyés par le Programme.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

4. L'Accord de financement du PROSPERER a été signé entre le Gouvernement de Madagascar et le FIDA le 19/12/2007 et l'entrée en vigueur du Programme en date du 28/4/2008. L'Accord de prêt avec l'OFID signé le 4/11/2008 est entré en vigueur le 3/03/2009. Le Programme d'une durée de 7 ans est subdivisé en 3 phases: une phase de lancement dans chacune des 5 régions de 18 mois, une phase de développement et de consolidation des activités d'une durée de 48 mois, et une phase de désengagement par région d'une durée de 18 mois. Le coût total du Programme est estimé à 30,32 millions USD, dont un prêt FIDA de USD 17,8 millions. Un prêt supplémentaire pour un montant total estimé à USD 11,2 millions³ a été approuvé en décembre 2012 par le FIDA et est entré en vigueur le 17 septembre 2013 après ratification par le Parlement. Les dates d'achèvement et de clôture du Programme sont fixées respectivement au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2015 (inchangée par rapport à l'accord de prêt initial).

5. PROSPERER reste un programme hautement performant. L'appui aux micro-entreprises rurales agricoles et non agricoles, une orientations forte vers les marchés et tirée par la demande, un suivi rapproché des bénéficiaires presque sur une base individuelle par les prestataires de service, un système de suivi qui permet l'analyse de l'impact sur la pauvreté en temps réel, un système de passation de marché et de gestion financière qui permet des décaissements annuels moyens de l'ordre de USD 4,2 millions (ce qui a permis au programme de consommer le prêt FIDA en 5 ans⁴ au lieu de 7) sont autant de forces qui font de PROSPERER un projet phare dans la division d'Afrique de l'Est et Australe du FIDA.

¹

² La mission a été conduite par Carlo Bravi (Chargé de portefeuille au FIDA) assisté de MM Manitra Rakotoarivelo spécialiste en développement de micro-entreprises et Azize Rajabalee, spécialiste en aspects fiduciaires.

³ Ce prêt supplémentaire est composé d'un prêt du FIDA d'un montant en DTS équivalant approximativement à 11,2 millions d'USD, d'une nouvelle contribution du gouvernement de 3,7 millions d'USD et de contributions additionnelles des bénéficiaires à hauteur de 1,8 million d'USD.

⁴ Le prêt FIDA est décaissé à hauteur de 97,81% sur le prêt initial de 17,8 millions USD et 0% sur le prêt supplémentaire de 11,2 millions USD, le prêt OFID à 61,52%, le fonds du Gouvernement à 36,16% et les contributions des bénéficiaires sont réalisées à 15,28%.

6. Cependant, à 18 mois de son achèvement, PROSPERER doit faire face à un double défi : (i) assurer l'extension géographique sur 4 nouvelles régions sur la base d'un montant supplémentaire de USD 14,9 M (hors contributions des bénéficiaires); et (ii) assurer la pérennisation d'un capital d'acquis important et le transfert des avoirs et savoirs pour assurer une suite à une expérience qui mérite toute l'attention du gouvernement malgache. Il s'agit d'une tâche imposante. Cette mission de supervision s'est donc surtout concentrée sur ce double défi et a essayé d'apporter sa contribution à la réflexion sur l'extension-désengagement de PROSPERER à l'horizon de juin 2015.

C. Produits et effets

Composante 1: identification et mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions.

7. Cette composante est structurée en 2 sous-composantes, analysées ci-dessous: i) inventaire régional, validation des MER et dispositif d'appui local et ii) renforcement des structures professionnelles et de l'interface public-privé.

8. Au 31 octobre 2013, les réalisations physiques de la composante 1 enregistrent un taux d'exécution de 37,82% par rapport au PTBA 2013 pour l'ensemble des zones d'intervention (Anciennes Zones et nouvelles Zones). Les Anciennes zones en particulier ont enregistré un taux d'exécution de 50%, 30% par rapport au PTBA 2013 et un taux cumulé de 87% par rapport à l'ensemble du programme. Les résultats générés par ces réalisations comprennent : i) 41 495 MER validées soit 198% de l'objectif initial; ii) 56 couples OP/OM créées soit 36 nouveaux couples créés depuis la dernière mission de supervision en 2012 et 10 nouveaux durant l'année 2013 ; iii) Au total, 2 595 MER sont liées avec les OM ce qui représente 760 MER additionnels depuis la dernière mission de supervision et 640 MER additionnel depuis 2013 avec 53 plans de mise à niveau établis; iv) 47 CE formés sur la chaîne de valeur agricole (CVA) ; v) 30 Centres de Démonstration et de Diffusion des Technologies (CDDT) mis en place soit 25 nouveaux centres depuis la dernière mission de supervision dont 23 installés durant l'année 2013, représentant 79% de l'objectif initial atteint, 36 MER et 3 AGB/OP bénéficiaires d'équipements innovants ; vi) 3 plans de renforcement de capacité des CCI réalisés et 19 agents de la CCI formés pour l'année 2013 qui s'ajoutent aux 3 plans réalisés et 42 agents formés en 2012 ; vii) dotation de 2 lots d'équipements aux CCI EN 2013 qui s'ajoutent aux 6 réalisés en 2012; viii) 498 AGB/OP consolidés représentant 99% de l'objectif initial et 9 ateliers de concertation multi acteurs réalisés en 2013 qui s'ajoutent aux 4 ateliers réalisés lors de la dernière mission de supervision.

Sous-composante 1.1 : inventaire régional, validation des MER et dispositif d'appui local

Volet Promotion du couple OP/OM

9. Le couplage OP/OM a été considéré par le Gouvernement et le FIDA lors de la récente Evaluation du Programme Pays du FIDA à Madagascar comme un facteur de succès du développement rural qui mérite d'être renforcé et mis à l'échelle. Depuis la dernière mission de supervision, le programme PROSPERER a particulièrement concentré ses efforts sur la promotion du couple OP/OM en mettant en place 36 nouveaux couples dans lesquels sont impliqués 2 595 MER. La mission confirme que le couplage OP/OM constitue un facteur important permettant d'assurer le développement durable des activités des MER mais elle constate que le secteur non-agricole affiche un certain plafonnement en termes d'opportunités de marché. Ceci est dû au fait que (i) les produits offerts ne sont pas de première nécessité; et (ii) la demande nationale est limitée par la crise.

10. Des prises de contact et discussions avec des opérateurs de marché (OM) de moyenne-grande taille ont été réalisées durant cette mission. Elles ont permis d'identifier les spéculations porteuses, les facteurs de succès et les contraintes pour l'établissement de liens de marché entre ces opérateurs et les MER/OP. Le maïs, le haricot, les fruits constituent les produits recherchés par les grands OM. Les principales contraintes évoquées par ces OM incluent (i) le risque lié à la vente des produits à des intermédiaires en dehors du partenariat; (ii) la disponibilité de semence en qualité et en quantité ; et (iii) la compétitivité internationale de certaines spéculations (maïs, haricot, oignon).

11. Dans une stratégie de pérennisation, il importe de mettre l'expérience des couples OP/OM à l'échelle par la mise en place de partenariats publics-privés entre les MER/PER et des opérateurs de marché de moyenne-grande taille avec un rôle de facilitation/appui joué par les acteurs publics (gouvernement, projets FIDA et autres bailleurs, ONG) qui permettraient d'assurer: (i) un meilleur partage de risques entre les acteurs (opérateur de marché et MER/PER d'un côté et secteur public de l'autre); (ii) un coût réduit de transaction; (iii) une visibilité et une crédibilité accrue des initiatives; et (iv) dans de nombreux cas, un potentiel de durabilité plus élevé. Ces PPP pourront être mises en place dans le secteur agricole et non-agricole. Elles devront en priorité avoir lieu dans les anciennes régions de PROSPERER qui pourront assurer une meilleure mise en œuvre sur les prochains 18 mois et une suite à travers le programme FORMAPROD qui sera en mesure de prendre la relève après juin 2015 (date d'achèvement de PROSPERER). Ces PPP pourraient être considérées comme des initiatives pilotes pour une mise à l'échelle dans la cadre du COSOP FIDA 2015-2020 qui est en cours d'élaboration. La mission en collaboration avec le Minagri et la FCCI a organisé une première « table de réflexion » sur la faisabilité de ces PPP. Cette initiative vise à évaluer la faisabilité de principe des initiatives PPP. Dans le cas où cette faisabilité était confirmée, PROSPERER procèdera à (i) l'identification des PPP à haut potentiel de réussite⁵, et (ii) la mise en place de plans de mise à niveau visant le développement rural en faveur des MER et PER sur la base d'approches filières par bassins/pôles de production. Dans ces plans, la répartition des tâches, responsabilité et besoins en financement sera clairement définie. Vu la durée limitée de PROSPERER, il est important de procéder au plus vite dans cette démarche⁶. PROSPERER devra aussi indiquer dans le PTBA 2014-2015, ses besoins en renforcement nécessaires pour mener à bien des telles initiatives.

12. Sur la base de ce qui précède et dans un souci de pérennisation des acquis, *la mission recommande de privilégier le couplage entre des opérateurs de marché de moyenne-grande échelle et des groupements de MER/OP dans les secteurs agricoles et non-agricoles selon les caractéristiques mentionnées ci-dessus.*

13. Dans cette optique, la mission note l'aboutissement du couplage OP/OM entre les producteurs d'ananas d'Ambatomainy, Soamahamania, Miarinarivo et la société HAVAMAD par la signature d'un accord de partenariat commercial. La mission a constaté l'implication profonde de l'OM dans le renforcement de la filière en amont par le suivi et l'encadrement de la production, la discussion pour la mise en place des points de collecte ainsi que son investissement dans l'installation d'une unité de transformation et les premières livraisons d'ananas seront prévues pour le début de l'année 2014 que HAVAMAD s'est engagé d'acheter à un prix incitatif de 450 Ar/Kg. Cette démarche qui a pris certes une année avant d'aboutir, constitue un modèle à capitaliser pour le programme.

14. En ce qui concerne la filière fibre, la mission a noté la difficulté pour certains MER de s'approvisionner en matières premières à cause de la diminution des ressources en fibres végétales (MER Haute Matsiatra) et la réduction de la population de vers à soie (MER Itasy). Il est pertinent de mener une investigation plus approfondie de cette situation ainsi que d'identifier les mesures à prendre avec les ministères en charge de l'environnement et de l'élevage. Il est en de même pour la population d'abeilles à cause de la maladie de varoase pour Analamanga et Atsinanana. Par contre, la région Vatovavy Fitovinany reste exempte de cette maladie.

Guichet unique multi service et CE

15. La mission note la réalisation des différentes formations (approche chaîne de valeur, élaboration de plan de mise à niveau, gestion de base de données) afin de renforcer la capacité des CE dans l'accomplissement de leur rôle. Les accompagnements et les services octroyés par les CE s'adressent aux 41 495 MER validés actuellement. Ces MER ne paient pas directement les services rendus grâce au financement de PROSPERER. Dans la perspective de pérennisation du système d'appui, la poursuite du financement direct par le programme de GUMS risque de mettre en second plan le fait que l'activité des CE est une prestation de service qui devrait pas se fonder sur l'identification d'une demande solvable de la part des CE plutôt que sur l'obtention de remboursement

⁵ La mission note aussi la mise en place d'une base de données des OM et la formation des encadreurs, CE et AIF dans la gestion de cette base de données qui pourrait être utilisé pour l'identification des OM aptes à participer dans les PPP.

⁶ En ce qui concerne en particulier le secteur agricole, il ne reste plus que 2 campagnes culturelles permettant de préparer un plan de campagne dans les meilleures conditions.

de charges fixes qui équivaut à un « salaire »⁷. Il importe ainsi que (i) les GUMS et CE se positionnent désormais dans une démarche entrepreneuriale orientée par la demande de service dans la réalisation de leur mission en identifiant MER capables de payer leur service parmi les 3 catégories de PROSPERER (naissantes, potentielles, à croissance); (ii) les MER mettent en pratique leur capacité à identifier objectivement leurs besoins, prospecter et sélectionner les meilleures offres de services pouvant satisfaire ces besoins et à intégrer dans leur compte d'exploitation ce type de charges; (iii) l'option de l'utilisation des CSA soit explorée pour les appui en matière de services agricoles; (iv) une identification des services payant pouvant être offert aux OM soit conduite par PROSPERER sur la base de l'analyse des expériences de couplage réalisé et la réalisation d'enquête auprès des OM potentiels; et (v) un système plus incitatif dans ce sens soit mis en place sur une base pilote en allouant des *vouchers* aux MER bénéficiaires⁸ qui seraient dépensés pour les services d'appui offerts par les GUMS, CSA et autres prestataires publics et privés, éventuellement en passant par des plateformes de téléphonie mobile pour le paiement des prestataires de services⁹. La mission note que cette démarche est déjà prise en compte dans le PTBA 2014-2015.

16. *La mission recommande au programme PROSPERER de tester la mise en place d'un système de fonctionnement des GUMS qui soit plus tiré par la demande en s'inspirant des indications mentionnées ci-dessus.*

Centre de démonstration et de diffusion technologique

17. Une bonne performance est notée dans la mise en place des CDDT qui sont au nombre de 30 à la date du 31 octobre 2013. La mission note que les MER sont intéressés par les innovations technologiques, participent activement aux séances de démonstration et manifestent leur intérêt pour acquérir de nouveaux équipements. Néanmoins, la gestion de ces matériels de démonstrations et de formation gagnera encore en précisant les engagements des MER hébergeant ces matériels (détermination du coût relatif à la démonstration, paiement du coût d'entretien,...).

18. Les projets d'acquisition de ces matériels technologiques innovants formulés par les MER constituent des investissements élevés. La mission note que les réflexions relatives à l'intégration de ces équipements dans le système de production des MER restent relativement peu approfondies, comme dans le cas du CDDT à Imerintsiasosika avec la machine à coudre multi-fonction. Il importe de mener une analyse approfondie des avantages techniques et financiers apportés par ces matériels au niveau des MER pour éviter leur sous exploitation et l'augmentation des charges (électricité, entretien,...).

Sous-composante 1.2 : renforcement des structures professionnelles et de l'interface public-privé

Renforcement des CCI

19. Le programme a accordé aux CCI un rôle stratégique dans la supervision et la coordination de GUMS. Les CCI sont considérées comme des structures bien organisées et dotées des compétences techniques pour promouvoir durablement le développement des MER. La mission note le renforcement de capacité et dotation d'équipement aux CCI ainsi que l'élaboration de la base de données sur les OM. Grâce à cette base de données, les CCI pourront renforcer et multiplier leurs efforts dans la recherche de marché et la promotion du couple OP/OM.

20. Les premières réflexions sur la pérennisation des acquis de PROSPERER menées pendant la mission de supervision montrent que FCCI/CCI pourraient assurer l'accompagnement des MER « à

⁷ Chaque GUM inclut 2 CE avec un salaire mensuel de 700 000 Ar et une assistante avec un salaire mensuel est de 400,000 Ar.

⁸ En s'inspirant aussi des initiatives du programme FORMAPROD en matière de " bourses de formation" dont le paiement sera géré par le FRDA ou les IMF.

⁹ Les exemples de plateformes de paiement par téléphones mobiles se multiplient en Afrique sub-saharienne. Pour en citer deux, la FAO a mis en place en Zambie et Zimbabwe un système de paiement de paysans leader pour promouvoir l'agriculture de conservation sur le maïs. Le Gouvernement du Nigeria a lancé un vaste programme national de voucher pour intrants agricoles sur une plateforme de téléphonie mobile. Ce type de plateforme peut facilement être appliquée aux paiements des services, une fois que les prestataires sont clairement identifiés et inclus dans une base de données.

potentiel » et « à croissance » pour soutenir leur parcours de développement et empêcher qu'elles replongent dans la pauvreté. Au 31 octobre 2013, ces 2 catégories de MER sont estimées à 1 150. Cette mission cadre bien avec l'objectif des CCI qui est de promouvoir la formalisation des activités économiques. Dans cette optique ces MER « à croissance » devront en effet être capables d'intégrer le secteur formel, payer les impôts (dont une petite partie sera reversé au CCI) et contribuer financièrement aux services reçus par la CCI. Cette option laisse entier le problème de la pérennisation des activités de PROSPERER en matière d'appui aux MER « naissantes ».

Renforcement des organisations professionnelles

21. La mission note la poursuite des appuis et de consolidation aux AGB/OP et la performance de cette activité qui a atteint plus de 99% de son objectif (498 sur 500). Néanmoins, le nombre d'AGB/OP opérationnel/fonctionnel reste encore limité (au nombre de 115). Il importe ainsi, de poursuivre l'effort de mener ces organisations vers le statut de coopérative. Cette reconnaissance juridique permettra de mieux de les mobiliser et traiter dans un cadre formel avec les OM.

22. Dans ce sens, les GUMS renforceront les sensibilisations déjà effectuées au niveau des AGB/OP sur les avantages et l'importance de se constituer en coopérative pour accompagner le développement des activités commerciales de leur organisation. Il s'agira ensuite d'exposer, de présenter (étapes de la procédure, modèle de statut) et de coacher les responsables des AGB/OP dans les démarches administratives de formalisation. La collaboration avec des fonctionnaires du ministère en charge du commerce, les autorités communales et du district est recommandée pour faciliter l'avancement des dossiers et pour s'assurer de la prise en considération rapide des demandes de transformation de statut juridique ultérieures provenant des autres AGB/OP, même après la fin du programme.

Concertation multi-acteurs

23. La mission note la poursuite des activités de développement du PCAF ainsi que la mise en œuvre de leur plan opérationnel de travail. La PCAF opère dans différentes filières telles que : vannerie, pêches, huile essentielle, miel, oignon, café, soie et vanille. Neuf ateliers ont été réalisés dont un au niveau national concernant la vanille et les huit autres dans les 5 régions. 8 PCAF commencent à exécuter leur plan opérationnel de travail. La PCAF, grâce à l'implication des acteurs privés et public (ministères, collectivités décentralisées, services déconcentrés) peut constituer une plateforme de concertation permettant d'identifier activités pouvant être réalisés dans le cadre de PPP, notamment en ce qui concerne la commercialisation des produits. L'exercice de concertation contribuera à une meilleure analyse des filières concernées, à l'identification des goulots d'étranglement pour aboutir à la mise en place de cadre favorable au développement de la filière concernée. La concertation sur la filière vanille constitue la démarche la plus avancée avec l'élaboration d'une stratégie de développement et d'un projet de loi réglementant la filière. Cette démarche est également relativement avancée sur la filière miel où le défi consiste à permettre l'exportation du miel malgache. Mais cette concertation nécessite la disponibilité préalable de base de données et d'un état des lieux plus précis sur la filière étudiée afin d'établir une stratégie de développement appropriée, ce qui manque encore pour la majorité des filières promues par le programme.

Appui au développement d'une politique de soutien aux MER

24. La mission note la tenue de différentes réunions autour des enjeux stratégiques avec la promotion des MER, la collaboration du PNUD sur ce sujet reste en stand-by compte tenu du contexte actuel.

Rôle de la chambre d'arbitrage et de médiation de Madagascar

25. Cette chambre est opérationnelle et sera incluse de manière préventive dans le processus de négociation des plans de développement des partenariats mis en place par PROSPERER.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Privilégier le couplage entre des opérateurs de marché de moyenne-grande échelle et des groupements de MER/OP dans les secteurs agricoles et non-agricoles	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013
Tester la mise en place d'un système de fonctionnement des GUMS qui soit plus tiré par la demande	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013
Identifier les AGB/OP pouvant être transformés en coopératives	EPR et GUMS	30 juin 2014
Identifier les activités des PCAF pouvant être menées dans le cadre de PPP	EPN, EPR	31 janvier 2014

Composante 2: services d'appui aux micro-entreprises rurales et formation professionnelle

26. Cette composante est structurée en 2 sous-composantes: i) services d'appui adaptés aux MER/PER existantes et ii) formation professionnelle et apprentissage fondamentaux. Au 31 octobre 2013, les réalisations physiques de la composante 2 enregistrent un taux d'exécution de 35% pour l'ensemble des zones d'intervention (Anciennes Zones et Nouvelles Zones). Les Anciennes Zones ont enregistré en particulier, un taux d'exécution 44% par rapport au PTBA 2013 et un taux cumulé de 86% par rapport à l'ensemble du programme.

27. Les résultats générés par ces réalisations comprennent : i) 138 nouveaux PSE agréés en 2013 ; ii) un total de 7 799 MER ayant suivi de formation en technique et qualité soit 92% de l'objectif initial dans lesquels 1 509 MER ont bénéficié de cette formation depuis 2013 soit 30% par rapport à l'objectif du PTBA 2013 ; iii) un total de 3 355 MER ayant reçu de formation en technique et qualité par démultiplication soit 39% de l'objectif initial dans lesquels 579 MER bénéficiaire de cette formation depuis 2013 soit 28% de l'objectif du PTBA 2013 ; iv) un total de 6 301 MER ayant été formés en gestion soit 70% de l'objectif initial dont 1 245 formés en 2013 soit 42% par rapport à l'objectif dans le PTBA 2013 ; v) un total de 5 248 MER formés en marketing et commercialisation, représentant 40% de l'objectif initial du programme, dont 1 124 MER formés depuis 2013 soit 34% par rapport à l'objectif du PTBA 2013 ; vi) un total de 4 199 business plan élaborés par les CE, dont 798 depuis 2013, représentant 27% de réalisation par rapport au PTBA 2013 ; vii) 78 MER ayant participé à 6 foires locales, 186 MER ayant participé à 3 foires régionales, 19 foires nationales ayant vu la participation de 19 foires nationales et 47 MER qui ont pris part à 4 foires internationales ; viii) formation professionnelles de 1 242 jeunes soit 25% de réalisation par rapport à l'objectif initial, 216 parmi ces jeunes sont devenus des MER et 202 ont trouvé un emploi ; ix) formation par apprentissage au niveau des MER hôtes de 4 631 jeunes soit 58% de réalisation par rapport à l'objectif initial; 1 105 parmi ces jeunes sont devenus MER et 392 ont trouvé un emploi.

28. Le tableau ci-dessous illustre la situation de l'appui au MER/PER au 31 octobre 2013. Deux tiers des MER se trouvent dans la catégorie «naissantes»¹⁰. Ceci illustre bien le défi de pérennisation des activités de PROSPERER car ces MER nécessitent un appui consistant pour se stabiliser à un niveau d'activité économique qui réduit de manière significative les risques de rechute dans la pauvreté.

REGION	MER Diagnostiquées				PER	TOTAL
	MER Sans Diagnostic	MER Naissantes	MER à potentiel	MER en croissance		
ANALAMANGA	603	1989	440	56	7	2955
HAUTE MATSIATRA	203	206	216	3		428
ITASY	284	1506	71	60		1921
SOFIA	129	4578	56	14	2	5879
VATOVAVY FITOVINANY	665	265	204	30		1164
TOTAL	1844	5444	587	163	9	7887
Source: Base de données des MER	29%	66%	4%	1%	0%	

Sous-composante 2.1 : services d'appui adaptés aux MER/PER existantes

Identification et mise à niveau des capacités des différents types de prestataires

29. La mission note la poursuite des efforts dans l'augmentation du nombre de prestataires ainsi que dans la multiplication des offres. Ces prestataires continuent à recevoir de formation de mise à niveau pour pouvoir délivrer ses SDE. 17 nouveaux PSE sont dans de nouveaux domaines. La

¹⁰ La catégorie MER «sans diagnostic» inclut les MER pour lesquelles PROSPERER ne peut pas assurer un suivi rapproché par les GUMS.

mission recommande l'intensification de cette démarche afin d'élargir les offres de services aux MER, notamment sur la partie technique. Il sera particulièrement important de tenir compte des besoins en nombre de prestataires et en spécialisation requises sur les filières qui feront l'objet de couplage avec les OM de grande échelle. En effet, la perspective d'intégrer un grand nombre de producteurs dans la production d'une spéculation ne devra pas rencontrer de contrainte voire de blocage à cause d'une absence ou d'insuffisance d'accompagnement technique pour atteindre les standards de quantité, qualité, temps et continuité requis par les acheteurs.

30. Le renforcement de la formation par démultiplication constitue aussi un effort à poursuivre étant donné le faible taux de réalisation (39% de l'objectif initial). Il est recommandé de réfléchir sur la possibilité de mettre en œuvre l'approche de champ école paysan (CEP) en ce qui concerne les activités agricoles en capitalisant les expériences d'AROPA. Il importe ainsi de multiplier les « MER leader ».

31. Financés par le FRDA et ayant un statut d'ONG, les Centres de Services Agricoles (CSA) peuvent offrir d'importants services d'intermédiation pour les MER. Les CSA sont installés au niveau des districts, adoptent dans leur mode d'intervention l'approche filière. Les domaines d'intervention sont en particulier : (i) les intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires, alimentation animale, etc.) et l'équipement matériel, (ii) l'appui conseil (technique, économique, gestion, etc.) incluant la formation, (iii) l'information technico-économique et la diffusion des nouvelles techniques. Ils interviennent entre autres dans la recherche de marché et d'acheteurs au profit des producteurs. Des filières prioritaires sont annuellement définies au niveau de chaque CSA et sont diffusées à travers les rapports «Etat des Lieux (EDL)». Les CSA disposent d'une liste des producteurs ou d'organisation de producteurs et d'une liste d'OM à la recherche de produits agricoles que le programme peut exploiter. Depuis la crise en 2009, le fonctionnement de la majorité des CSA était au ralenti et la plupart des demandes de services n'étaient pas honorées. *La mission recommande d'entamer des discussions avec la Coordination nationale des CSA ainsi qu'au niveau des CSA dans les districts d'intervention du programme PROSPERER afin d'identifier les pistes de collaboration et de synergie pour de fournir les services requis par des partenariats de plus grande échelle.*

Renforcement des activités des MER

32. La mission note un progrès relativement lent des formations des MER sur le plan technique et de qualité, gestion, commercialisation. La perspective de développement du couplage OP/OM sur la base d'un partenariat public-privé, l'établissement du plan de campagne, du plan de mise à niveau devront amener le programme et les prestataires à mieux se préparer et s'organiser afin de dispenser les formations et les appuis des MER. Il s'agit notamment de cadrer les programmes de formation et d'appui par rapport au moment où les MER en ont vraiment besoin.

33. Dans le cas spécifique de la mise en place d'un partenariat dans le secteur agricole, les démarches devant aboutir à la signature de contrat de vente comprendront les étapes suivantes:

- a) Une évaluation du potentiel de production de la zone concernée pour la spéculation choisie;
- b) Une identification et un engagement des producteurs intéressés par la collaboration avec l'OM pour aboutir à la liste des producteurs, les surfaces engagées et leur localisation;
- c) Un diagnostic de la production notamment une appréciation de la capacité productive, de la qualité de la production, une analyse du circuit d'approvisionnement et de commercialisation, une analyse des coûts;
- d) Plusieurs rencontres entre les OP et l'OM pour:
 - déterminer les objectifs à atteindre (production, qualité), les conditions minimum d'atteintes des objectifs (surface, semences, intrants, itinéraires techniques), les coûts;
 - évaluer les gaps par rapport à la capacité productive, à l'investissement requis;
 - établir un plan de mise à niveau comprenant les actions pour s'assurer de la disponibilité des semences, des intrants, des surfaces, les besoins en formation technique des producteurs ainsi qu'en esprit d'entrepreneuriat, le suivi des plantations;
 - établir un plan de campagne incluant un calendrier précis des activités culturelles, des approvisionnements en intrants et semences, un planning indicatif de la récolte et de la livraison;

- négocier les termes du partenariat et du contrat de vente. Il est important de bien préciser les engagements des différentes parties prenantes. Généralement, l'implication des OM en amont de la chaîne constitue un facteur de motivation pour les producteurs et une assurance quant à la durabilité de la collaboration OP/OM. Les formes d'investissement en amont des OM peuvent prendre différentes formes: le préfinancement des semences, des intrants, de la préparation du sol, la formation et l'assistance technique, l'installation d'infrastructure de stockage et de collecte, l'octroi de matériaux d'emballage et de conditionnement. Parallèlement à cela, les OP devront pouvoir démontrer leur crédibilité et leur capacité à tenir leurs engagements par leur façon de s'organiser et de la discipline.

34. Les Agents Commerciaux et les Conseillers d'Entreprise devront également bénéficier de renforcement de capacité afin de se familiariser avec les méthodes de travail du secteur privé, connaître leurs attentes, et pouvoir les transmettre cela aux producteurs.

35. *La mission recommande que PROSPERER élabore un plan de mise à niveau pour améliorer de la capacité des différents acteurs et prestataires de service du programme de fournir les services requis par des partenariats de plus grande échelle tels que décrits ci-dessus.*

Appui au développement et à la promotion des filières et des clusters

36. La mission continue à appuyer les recommandations des précédentes missions sur la réalisation d'analyse systématique des chaînes de valeur. Il s'agira notamment de porter cette démarche sur les filières concernées par le couple grand OM/OP. L'analyse devra arriver à identifier le goulot d'étranglement dans la chaîne.

37. La mission note le dynamisme des MER à participer dans les différentes manifestations économiques et commerciales (de niveau local, régional, national et international). La mission continue à encourager l'appui à la participation des MER à ces manifestations en apportant une attention particulière sur la préparation des MER, la qualité et la quantité des produits exposés.

Sous-composante 2.2 : formation professionnelle et apprentissage fondamentaux

38. Le tableau ci-dessous présente la situation de la création d'emplois dans PROSPERER. La grande majorité des emplois (81%) est créée par des MER «naissantes».

DESIGNATION	MERnaissantes	MERpotentie	MERenCroissance	Total
EmploisCréés	7 142	2 814	781	10 737
EmploisConsolidés	2 328	2 753	692	5 773
TOTAL	29 470	5 567	1 473	36 510
%	81%	15%	4%	

Source: Base de données MER/PER

39. La mission note encore un faible taux de réalisation dans la participation des jeunes à des formations professionnelles (25% de l'objectif initial). La participation des jeunes dans la démarche d'apprentissage connaît un taux de réalisation plus important avec 58% de réalisation par rapport à l'objectif initial, expliqué en partie par l'avantage de la proximité entre les jeunes et les MER hôtes. Certaines filières ont un potentiel de création d'emploi de jeunes élevé. Il s'agit des filières (i) ayant un potentiel de commercialisation et/ou d'une valeur ajoutée significative; et (ii) nécessitant d'un investissement initial limité (c'est le cas de l'aviculture et plus généralement les élevages à cycle court, la broderie et la vannerie). La mission recommande d'exploiter la base de données des OM ainsi que les études de filières récentes afin d'identifier les filières ayant un potentiel élevé d'emploi pour les jeunes et de concentrer les actions de création d'emploi de jeunes sur ces filières.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un plan de mise à niveau pour améliorer de la capacité des différents acteurs et prestataires de service du programme (GUMS-PS, CSA, ONG et autres) à fournir les services requis dans le cadre des partenariats de grande échelle	EPN; EPR	A partir de décembre 2013
Exploiter la base de donnée des OM ainsi que les études de filières récentes afin d'identifier les filières ayant un potentiel élevé d'emploi pour les jeunes et de concentrer les actions de création d'emploi de jeunes sur ces filières	EPN;EPR	A partir de décembre 2013

Composante 3 : Finances rurales et gestion des risques

40. L'objectif de cette composante est de promouvoir le développement des MER par un meilleur accès à des services financiers (épargne, crédit, micro-assurance) adaptés à leurs besoins, de manière pérenne et dans des conditions favorables de gestion des risques. Elle comprend deux sous-composantes: i) accès au crédit, et ii) outils de gestion de risque.

41. La mission constate que la performance de cette composante en termes d'accès au crédit pour les MER/PER appuyés par PROSPERER reste insuffisante notamment pour les MER naissantes et à potentiel, qui sont celles qui ont plus besoin d'appui financier dans la phase initiale de sortie de la pauvreté. Ceci malgré les appuis significatifs que PROSPERER a fourni aux IMF partenaires (CECAM, TIAVO, PAMF et dernièrement OTIV).

42. En effet, au 31 octobre 2013, PROSPERER a décaissé USD 1 394 312 et engagé USD 377 420 pour un montant total de USD 1 771 732 dans la composante 3¹¹ ce qui, ramené au nombre de MER ayant eu accès au crédit (5 527), donne un investissement de 391 USD par MER ; (ii) les MER ayant contracté des prêts auprès des IMF partenaires représentent seulement 19% des MER/PER appuyé par PROSPERER (23 487)¹²; (iii) parmi les MER ayant contracté un crédit, seulement 20% sont des MER « naissantes » ceci qui représente 4% des MER appuyées par PROSPERER; et (iv) le montant de crédit cumulé jusqu'à la fin octobre 2013 est de 2,7 million USD ce qui donne un ratio d'investissement par USD de crédit octroyé par MER de 1,5 (pour chaque 1 USD investi par PROSPERER dans la composante, les IMF ont octroyé 1,5 USD) ce qui représente une amélioration par rapport au même indicateur de la mission de supervision de 2012 qui était de 0,36.

43. En général, il manque aussi un retour d'information sur l'accès au crédit des MER/PER selon (i) le type de MER («naissantes», «à potentiel» et «en croissance») et (ii) le type de crédit (court terme, fonds de roulement et moyen terme) ; et (iii) les produits financiers adoptés (FAI, FIR, FAE et FPR). Ceci ne permet pas d'évaluer l'efficacité, l'efficience et l'impact des activités de la composante 3.

44. *La mission recommande d'améliorer la communication de l'information entre les IMF et les instances de PROSPERER notamment par l'équipe de PROSPERER qui doit donc veiller à ce que ce passage d'information ait lieu dans la manière la plus efficiente et systématique possible. Cet échange peut avoir lieu par des réunions systématiques et exhaustives entre les IMF et les GUMs voire par d'autres moyens qui restent à définir. Il s'agit d'une tâche obligatoire pour les IMF et d'une responsabilité incontournable pour les instances de PROSPERER.*

Sous-composante 1: Faciliter l'accès aux services financiers

45. La situation des décaissements au 31 octobre 2013 pour les différents produits financiers mis en place par PROSPERER se présente comme suit.

¹¹ Pour les investissements jusqu'à fin octobre 2013 il s'agit de : xx USD pour la FAE, 340.000 USD pour la FIR. Les engagements incluent 182.500 USD pour le FPR, 293.700 USD pour le FAI et 70.500 pour le FAE.

¹² Depuis le début du programme, xx MER/PER ont été touchés (ont reçu au moins un appui) et xx MER ont accédé au crédit.

IMF	Subvention de densification (en USD)		FIR (en USD)		FAE (en USD)		FAI (en USD)		Total (en USD)	
	Montant octroyé	Montant utilisé	Montant octroyé	Montant utilisé	Montant octroyé	Montant utilisé	Montant octroyé	Montant utilisé	Montant octroyé	Montant utilisé
CECAM	250 000	94 000	275 432	275 432	18 767	4 692	86 411	82 091	630 610	456 215
TIAVO	110 331	0	103 816	103 816	30 000	9 000	53 731	37 612	297 978	150 428
PAMF	71 332	20 000	0	0	18 307	3 661	36 048	32 443	125 787	56 104
OTIV TANA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	431 663	114 000	379 248	379 248	67 074	17 353	176 190	152 146	1 486 238	1 094 610

46. **Fonds d'appui institutionnel (FAI).** L'objectif du FAI est de renforcer la capacité des IMF partenaires du Programme à améliorer la gamme de produits mis à disposition des MER/PER. En juillet 2013, une allocation d'un montant total de 200 millions Ar a été approuvée par le Comité d'Investissement de la Commission nationale de micro finance (CNMF) au titre de la FAI. La répartition de cette allocation est comme suit : 107 millions Ar au profit du Réseau CECAM ; 25 millions Ar au profit du Réseau PAMF ; et 68 millions Ar au profit du Réseau OTIV Antananarivo. Les produits ayant fait l'objet de promotion par les IMF incluent le crédit à caution solidaire (CECAM), le crédit GCV (PAMF), le crédit avec éducation pour lequel TIAVO a élargi l'éligibilité aux hommes (initialement uniquement pour les femmes) et aux activités productives agricoles et artisanales (initialement uniquement pour le petit commerce).

47. **Facilité d'investissement rural (FIR).** La FIR a été mise en place pour « favoriser l'acquisition de nouveaux équipements productifs par les MER/PER en réduisant le coût d'acquisition par un mécanisme de subvention a posteriori dont l'octroi définitif est subordonné au respect du calendrier de paiement du crédit auquel elle est rattachée ». Un manuel de procédures opérationnelles de la FIR est disponible. Les grandes lignes sont les suivantes : (i) La FIR est un fonds de refinancement à hauteur de 50% des crédits MT et LT octroyés aux MER/PER. Le taux d'intérêt annuel pratiqué sur les fonds de la FIR est de 7,5%; (ii) chaque PER/MER demandant un financement sur la FIR contribue entre 10% et 20% ; (iii) l'IMF reçoit trimestriellement une avance de trésorerie suivant l'état prévisionnel de décaissement ; (iv) l'IMF peut soumettre une nouvelle demande d'avance de fonds après atteinte de 80% de décaissement sur les fonds mis à sa disposition précédemment ; (v) lorsque le crédit est intégralement remboursé sans incident, l'IMF accordera une « prime de bon remboursement » à la MER/PER dont le montant est égal à 20% du montant du capital octroyé ; (vi) après remboursement intégral du crédit, l'IMF recevra une subvention en termes de « prime portefeuille » dont le montant est égal à 5% du montant du capital octroyé.

48. En Juillet 2013, le Comité d'investissement de la CNMF a décidé d'octroyer un refinancement FIR d'un montant total de 564 millions Ar, dont 344 millions Ar au profit du Réseau CECAM, 80 million Ar au profit du réseau OTIV Antananarivo, et 140 millions Ar au profit du Réseau TIAVO.

49. L'utilisation de la FIR est inférieure aux attentes puisque les besoins en crédit moyen terme sont limités en partie à cause de la propension réduite à investir de la part des MER au vu de la crise économique qui frappe Madagascar. Cette basse utilisation n'a pas pu être quantifiée par la mission à cause du manque de données de la part des IMF bénéficiaires (voir recommandation ci-dessus). Il serait souhaitable que les Conseillers d'Entreprises (CE) jouent un rôle plus actif dans la promotion de l'utilisation des crédits à moyen terme par les MER (surtout celles « en croissance » qui sont en train d'affirmer leur position dans la filière) en veillant à adopter une approche prudente qui implique une évaluation réfléchie des avantages comparatifs et de la compétitivité de la MER dans la filière dans laquelle elle va investir. Ceci pour éviter d'encourager les MER vers des investissements peu ou pas rentables.

50. Il faut aussi signaler que pour améliorer l'accès au crédit des MER vulnérables appuyées par PROSPERER, l'utilisation de la FIR a été réorientée, en allouant une partie des fonds pour l'octroi des crédits de groupe à court terme destinés aux fonds de roulement des MER vulnérables.

51. La mission a été informée que la « prime de bon remboursement » mentionnée ci-dessus n'a pas encore été payée au MER bénéficiaires. Le montant cumulé de cette prime se chiffre à 16 493 USD. *La mission recommande que les démarches pour payer cette prime soient entamées au plus vite pour ne pas réduire la crédibilité des interventions du Programme.*

52. **Fonds d'appui à l'entrepreneuriat (FAE).** Le FAE est mis en place pour faciliter l'accès des MER vulnérables aux IMF. Il sert à avancer le paiement des frais d'adhésion, des parts sociales pour devenir membres et des frais de dossiers. Le FAE est remboursé par tranches par la MER/PER dans

un compte « revolving » désigné par le Programme. En juillet 2013, le Comité d'Investissement de la CNMF a décidé d'octroyer un montant total de 48 millions Ar au titre de la FAE au profit du Réseau OTIV Antananarivo qui a récemment adhéré au Programme.

53. Les indications issues du terrain suggèrent que l'utilisation de la FAE reste limitée puisque la principale contrainte à l'adhésion des MER aux IMF pour l'accès au crédit est la garantie sur les prêts plutôt que le coût élevé d'adhésion que la FAE est sensé alléger. Les récentes actions de mobilisation des MER/PER à adhérer aux services financiers des IMF par la conception et diffusion des supports de communication et la mobilisations conjointes IMF/GUMS risquent de se heurter à cette contrainte de fonds concernant la demande de services financiers. La promotion du crédit solidaire pourrait permettre de pallier à cette contrainte.

Sous-composante 2: Outils de gestion des risques

54. **Facilité de Partage de Risques (FPR).** Le FPR a comme objectif de « faciliter l'accès des MER au crédit d'investissement à MT et LT par le partage avec les IMF du risque sur les crédits octroyés aux MER ». Un manuel de procédures opérationnelles de la FPR est disponible. Le manuel prévoit que la FPR intervienne à hauteur de 66,67% du risque pris par une IMF sur un crédit octroyé à une MER/PER appuyée par le Programme. C'est une garantie de portefeuille. Le coût d'accès pour les IMF est de 1% du portefeuille garanti. L'enveloppe du FPR a été réduite à USD 182 500 après la mission de RMP. Comme dans le cas de la FIR, la gestion de la Facilité est confiée à PAFIM/FENU, en coordination avec le CNMF. En 2012, un montant de USD 182.500 a été déposé dans un sous-compte FPR pour faire face à d'éventuelles demandes d'indemnisation sur un portefeuille éligible estimé par le PAFIM à USD 350 000. La répartition de ces fonds a été effectuée de la manière suivante : 80% du fonds est placé à MT, 15% à CT et 5% en compte courant.

55. En juillet 2013, le comité d'Investissement de la CNMF a décidé d'inscrire les crédits déjà octroyés par le réseau TIAVO et le réseau CECAM pour un montant total de 655 millions Ar au bénéfice de la Facilité de Partage de Risques (FPR). Le Programme n'a pas encore reçu des requêtes de demande d'indemnisation provenant des IMF partenaires.

56. Dans l'objectif de prioriser la création d'emplois auprès des jeunes, *la mission recommande que la couverture de la FPR soit étendue aux crédits court terme octroyés aux jeunes ayant bénéficié de l'appui de PROSPERER.*

57. **FAPEX.** Ce fonds d'assurance a fait l'objet d'une étude spécifique et un manuel de procédures opérationnelles a été élaboré mais le fonds n'a pas été opérationnalisé et aucune ressource n'est à ce jour allouée pour sa mise en œuvre. Ceci puisqu'il a été décidé lors de la mission d'appui à la composante 3 de PROSPERER en février 2013 que le programme ne s'impliquerait pas dans la mise en œuvre de cette expérience et mettrait à la disposition des autres acteurs impliqués dans le financement des MER/PER le document de conception de ce fonds.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Améliorer la communication de l'information entre les IMF et les instances de PROSPERER en matière d'appui à la finance rurale	EPN; EPR	A partir de décembre 2013
Payer la prime de bon remboursement aux MER bénéficiaires	EPN; PAFIM et IMF	15 janvier 2014
Etendre la couverture de la FPR aux crédits court terme octroyés aux jeunes ayant bénéficié de l'appui de PROSPERER	EPN; PAFIM	30 Janvier 2014

Composante 4: Infrastructures de marché et investissements structurants

58. Les objectifs de cette composante consistent en (i) l'amélioration de l'environnement productif et commercial des MER/PER par la réalisation d'infrastructures spécifiques tels que magasins de stockage, points de vente, halls d'exposition, ateliers de conditionnement /transformation, centres d'affaires polyvalents et, (ii) l'amélioration de l'environnement général des entreprises dans les régions du programme par la réalisation d'infrastructures structurantes telles que pistes et voies de raccordement, électrification, eau. La totalité de cette composante est financée par un prêt de l'OFID dont la date de clôture a été prorogée jusqu'au 30 juin 2014. *La mission recommande de procéder avec un planning des travaux à financer sur ce prêt qui respecte rigoureusement la date d'achèvement du 30 avril 2014 ceci pour permettre le paiement des contrats avant la date du 30 juin 2014.*

59. **PTBA 2013** Le Programme avait planifié l'engagement de la quasi-totalité du reliquat du Prêt dans le PTBA 2012, compte tenu de la clôture de ce financement au 30 Juin 2013. Cependant, les travaux n'ayant pas été complétés en 2012, le PTBA 2013 sur cette composante s'inscrit dans la continuité des activités enclenchées lors du PTBA précédent. Le montant affecté au budget 2013 s'élève à 4.105.950 USD.

60. **Réalizations** Les réalisations de la mise en œuvre de cette composante de janvier à octobre 2013 sont:

- 59,6 km de pistes rattachement au réseau national construites/remise en état ;
- 12 km de pistes rurales construites/remises en état;
- 01 marché de gros spécifique aménagé;
- 20 pavillons de vente aménagés;
- 10 bâtiments pour atelier, transformation, conditionnement aménagés;
- 07 centres d'affaires polyvalentes d'accueil des groupements mis en place.

61. **Avancements travaux.** L'état d'avancement des travaux en cours par rapport au PTBA 2013 se résume comme suit:

Etat d'avancement des travaux			
Sous-composantes	Réalisations Physique	Décaissements	Engagements
Infrastructure publique (marché, pistes, points de vente)	31.16%	29.61%	78.19%
Investissements collectifs de soutien aux filières	41.79%	28.40%	86.36%

62. Il est prévu que la quasi-totalité des activités déjà programmés seront complétés entre décembre 2013 et janvier 2014. Certains travaux programmés ne pourront être réalisés dus à de diverses contraintes. Le Programme réaffectera les fonds disponibles à d'autres projets qui puissent être réalisés dans un délais de soixante jours. La mission recommande cependant que les travaux soient suivis rigoureusement pour s'assurer qu'il n'y ait pas de retard dans l'exécution des travaux, compte tenu de la clôture du prêt.

63. **Situation financière** La situation financière du Fonds OFID au 31 octobre 2013 se présente comme suit :

Situation financière fonds OFID		
	USD	%
Montant du prêt	5.000.000	
Engagements	4.044.118	80,9
A engager	218.526	0,48
Décaissements	2.571.072	60,3
Reste à décaisser	1.671.072	39,2

64. Il est prévu que le solde restant à décaisser devrait être liquidé d'ici mars/avril 2014 si le chronogramme des activités est respecté. Le programme avait établi un plan de décaissements en avril 2013 lors de la demande de prorogation du prêt auprès de l'OFID. *La mission recommande que le plan de décaissements soit mis à jour selon la prévision de l'exécution des travaux afin de s'assurer que le fonds OFID disponibles soient utilisés avant la clôture du prêt¹³.*

65. **Gestion et entretien des infrastructures.** Les modalités de gestion et d'entretien des infrastructures mises en place par PROSPERER ne sont pas encore claires. Le programme est entrain de conduire un exercice de clarification qui débouchera sur l'élaboration de (i) un avant-projet d'arrêté interministériel portant processus de pérennisation des acquis (en cours d'adoption au Minagri) et (ii) une proposition de cahier de charges pour la gestion et exploitation des infrastructures. Ces deux documents vont fixer la répartition des responsabilités de gestion et de contrôle/suivi des infrastructures parmi les CCI (pour les CAPAG), groupements, associations et entités déléguées des MER/PER (pour les pavillons d'exposition et points de vente, magasins de stockage et conditionnement, centres de multiplication de plants, bâtiments d'accueil des ateliers de traitement/transformation type CDDT, greniers villageois) et les communes (pour les pistes rurales,

¹³ Il faut noter que pour le prêt OFID, la date d'achèvement et celle de clôture coïncident.

adduction d'eau, marchés et aires de stationnement). En outre, un « guide de bonnes pratiques pour une pérennisation efficace des acquis » est en train d'être finalisé par PROSPERER. Ce guide permettra d'aller plus en profondeur sur la définition des modalités de gestion des infrastructures mentionnées ci-dessus, la gestion des Centres de démonstration et de diffusion des technologies (CDDT), le dispositif de gestion des risques liés aux équipements et matériels fournis par le programme.

66. Le problème de la mobilisation des fonds pour l'entretien de ces infrastructures a été posé. Le prêt OFID inclut une dotation d'environ 200 000 USD pour l'entretien des infrastructures pendant la durée du prêt. Vu que les mécanismes de gestion et entretien des infrastructures sont en cours de définition, *la mission recommande que (i) la gestion et entretien des infrastructures jusqu'au 30 juin 2015 passe sur le prêt FIDA (voir section sur « besoins accrus en infrastructure » ci-dessous); (ii) PROSPERER facilite et accélère le processus de définition des modalités de gestion et entretien de ces infrastructures pour aboutir dans des brefs délais à un arrêté ministériel permettant d'opérer le transfert des fonds aux entités retenues ; (iii) les fonds ainsi libérés sur le prêt OFID puissent être affectés à la réalisation d'infrastructures équivalentes à celles déjà mises en place par PROSPERER tout en respectant les délais indiqués ci-dessus pour les fonds OFID; et (iv) le FIDA assure les démarches réglementaires en son sein pour opérationnaliser cette modification.*

67. **Besoins accrus en infrastructure.** Suite à la mise en place de partenariat publics-privés de moyenne-grande échelle dans les secteurs agricoles et non-agricoles (voir section sur volet promotion couples OP-OM), des besoins accrus en infrastructures pourrait surgir sur le prêt supplémentaire par rapport à l'allocation actuelle. *La mission recommande que PROSPERER conduise une estimation de ces besoins lors de l'élaboration du PTBA 2014-2015. Ces besoins seront ensuite formalisés dans l'accord du prêt supplémentaire entre le gouvernement et le FIDA.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réactualiser le plan de décaissements du prêt OFID avec une date d'achèvement du 30/4/2014	EPN	20 décembre 2013
Passer le financement de la gestion et entretien des infrastructures jusqu'au 30 juin 2015 sur le prêt FIDA	EPN	20 décembre 2013
Réaffectation de fonds disponibles sur les contrats résiliés et sur l'entretien des infrastructures à d'autres infrastructures (à inclure dans le PTBA)	EPN/EPR	20 décembre 2013
FIDA assure les démarches réglementaires en son sein pour opérationnaliser cette modification	FIDA	30 janvier 2014

Composante 5: Planification, suivi-évaluation, capitalisation et communication

68. D'une manière générale, l'équipe de supervision constate que pour la composante 5 l'avancement des activités est satisfaisant. Les recommandations des diverses missions depuis octobre 2012 sont en cours de réalisation ou ont été suivies.

Mise en route du prêt supplémentaire

69. Un prêt supplémentaire à PROSPERER composé d'un prêt du FIDA d'un montant en DTS équivalant approximativement à 11,2 millions d'USD, d'une nouvelle contribution du gouvernement de 3,7 millions d'USD et de contributions additionnelles des bénéficiaires à hauteur de 1,8 million d'USD est entré en vigueur le 17 septembre 2013. Cette entrée en vigueur du prêt supplémentaire a requis 9 mois à partir de l'approbation par le Conseil d'Administration du FIDA. Le calendrier d'approbation du prêt supplémentaire par le FIDA et le Gouvernement de Madagascar est présenté ci-dessous. Cette lenteur a retardé le processus d'expansion dans les 4 nouvelles régions.

Année 2012
18 Mai 2012 : envoi de la demande de prêt supplémentaire au FIDA
15 décembre 2012 : approbation auprès du Conseil d'Administration du FIDA
Année 2013
16 avril : signature de l'amendement par le FIDA
30 avril : signature de l'amendement par le Ministère des Finances
11 juin : Dépôt dossier top-up à la Primature et à Tsimbazaza
24 juin : travaux de commission Congrès de la Transition
1 ^{er} Juillet : Vote de la loi portant amendement de l'accord de prêt par le Congrès de la Transition (Chambre Basse)

3 juillet : travaux de commission Conseil Supérieur de la Transition (Chambre Haute)
4 juillet : séance plénière Conseil Supérieur de la Transition (Anosy)
5 août : ratification par le Président de la Transition
13 Septembre : sortie du mémorandum juridique, Ministère de la Justice
17 septembre : Mise en vigueur du Top-Up

70. Les opérations de mise en œuvre du prêt supplémentaire comportant l'extension à quatre nouvelles régions (Boenyi, Bongolava, Analanjirofo, Antsinanana) se sont déroulées selon les phases décrites ci-dessous du 1^{er} au 3^{ème} trimestre 2013.

- Phase de prospections dans les nouvelles zones. Des missions de prospections ont été menées dès le mois de février 2013. Ces missions consistaient en i) l'état des lieux général des nouvelles zones ; ii) l'identification des partenaires et acteurs potentiels ; iii) la préparation et l'implication des autorités régionales et locales (districts, communes) ; iv) la pré-identification et la validation participative des filières porteuses.
- Phase de lancement. Le lancement des activités de PROSPERER dans les nouvelles zones n'a pu être enclenché qu'à partir de la date d'entrée en vigueur du prêt supplémentaire (17 septembre 2013).
- Validation de PTBA 2013 des nouvelles zones. Durant les ateliers successifs de lancement, les PTBA des nouvelles zones ont été adoptés par les Comités Régionaux de Pilotage respectifs. Ces ateliers de lancement ont été précédés par des rencontres et réunions qui ont abouti à la constitution des comités régionaux de pilotage par le biais d'arrêtés régionaux. Les PTBA 2013 des nouvelles zones ne concerneront ainsi que les 3 ou deux mois restants de cette année.
- Redéploiement du personnel. Conçu de manière concertée au sein de l'équipe PROSPERER, un plan de redéploiement du personnel a eu l'avis de non objection du Ministère de l'Agriculture et du FIDA. Les coordonnateurs régionaux des nouvelles zones ont déjà pris leur fonction. Les cadres clés et les agents d'appui sont en cours de recrutement par l'intermédiaire des cabinets de recrutement indépendants.

Suivi-évaluation

71. PROSPERER s'est doté d'un instrument performant d'estimation de l'impact sur la pauvreté. En effet, la base de donnée des MER/PER permet d'estimer en temps réel la sortie de pauvreté des bénéficiaires. L'estimation conduite lors de cette mission de supervision montre que 48% des MER appuyées ne sont plus en situation de pauvreté et que 34% des MER ont été maintenues hors de la pauvreté (voir tableau ci-dessous). La mission encourage le programme à maintenir ce niveau de suivi « en temps réel » pour ajuster les activités en fonction de leur impact sur la pauvreté.

Nbre MER appuyées	Situation initiale des MER		Situation disponible Octobre 2013	
	% MER	Estimation Nombre	% MER	Estimation Nombre
MER au-dessus du seuil de pauvreté national	34	7 889	67	15 115
MER en-dessous du seuil de pauvreté national	66	15 598	33	8 172
Total cumulé MER	100	23 487	100	23 487
	Extraction	7 226	soit	48%
	Maintien	7 889	soit	34%

72. Dans le cadre de l'estimation de l'impact sur la pauvreté à l'horizon 2015, le FIDA a affiché une cible de 80 millions d'individus. Des évaluations rigoureuses de l'impact sur la pauvreté sont en train d'être conduites sur un échantillon de 30 pays où le FIDA intervient¹⁴. Pour cet exercice, l'ensemble du portefeuille du FIDA à Madagascar a été retenu. Au vu de son expérience en la matière, PROSPERER sera appelé à un rôle de leader dans cet exercice.

¹⁴ Ces estimations d'impact seront conduites courant 2014 par des bureaux spécialisés qui s'appuieront sur les expertises et acquis au niveau national, notamment dans les projets FIDA.

Durabilité et stratégie de sortie

73. A 18 mois de l'achèvement de PROSPERER, la stratégie de sortie devient l'élément clés sur lequel PROSPERER doit focaliser son attention pendant la durée restante des activités. Au début de 2014, PROSPERER sera appelé à élaborer la stratégie de « *Pérennisation des acquis et transfert des avoir et des savoirs (PATAS)* ». *La mission note que le PATAS en cours d'élaboration est bien orienté et recommande de tenir compte des axes suivants pour sa finalisation:*

Pérennisation des acquis:

- a) Le couplage OP-OM reste le point centrale de la stratégie de sortie mais avec un besoin de mise à l'échelle par des partenariats publics-privés entre les MER/PER et des opérateurs de marché de moyenne-grande taille avec un rôle de facilitation/appui joué par les acteurs publics (gouvernement, projets FIDA et autres bailleurs, ONG) sera visée ;
- b) La capacité d'encadrement et accompagnement des MER/PER mise en place auprès des GUMS reste un acquis à préserver. Cependant, tels que conçus, les GUMS auront des difficultés pour être pérennisés du point de vue financiers au vu du coût élevé de fonctionnement, qui est pratiquement entièrement subventionné par PROSPERER. Il est donc suggéré de piloter une approche plus tirée par une demande solvable de la part des MER/PER (voir section sur « Guichet unique multi service et CE » ci-dessus) qui tienne compte du niveau de développement des MER/PER :
 - MER « naissantes » (à ce jour, 15 444, voir tableau dans C1): Il s'agit de MER qui viennent d'entamer le parcours de sortie de la pauvreté et nécessitent d'un appui important en termes de formation générale et technique pour compléter ce parcours. La demande de services de ces MER/PER n'est pas bien définie et n'est en général pas solvable. Avec ces MER/PER, PROSPERER joue un rôle de développement et de réduction de la pauvreté à la base. Ce rôle ne peut pas être confié entièrement à des entités privées ou para-privées mais relève des pouvoirs régaliens de l'Etat.
 - Futures MER/PER : en poussant le raisonnement plus loin, le PATAS de PROSPERER devrait prendre en compte les MER naissantes qui n'ont pas encore été identifiées et élaborer une stratégie de mise à l'échelle pour élargir les bénéfices aux futures MER/PER sur le territoire national. **Il est important que le Gouvernement de Madagascar s'implique au plus haut niveau sur ce thème au vu des résultats probants de PROSPERER qui méritent des efforts particuliers de mise à l'échelle.**
 - MER « à potentiel » et « en croissance » (à ce jour, 1 150 – voir tableau dans C1): il s'agit de MER ayant atteint un niveau de développement économique suffisamment élevé pour leur permettre d'établir des liens de marché et d'avoir accès au crédit. Typiquement ces MER ne sont plus dans la pauvreté et peuvent devenir formelles, payer des impôts et adhérer aux CCI. **Les FCCIM/CCI auront donc un rôle clés dans le maintien des acquis de ces MER/PER pour empêcher qu'elles replongent dans la pauvreté.**
- c) Pour la pérennisation des services aux MER/PER agricoles, l'option de l'utilisation des CSA doit être prise en compte par PROSPERER. A ce sujet, les initiatives PPP pilotes qui seront mises en place avec les OM de moyenne-grande taille dans le secteur agricole vont servir de test.

Transfert des avoirs et des savoirs: va s'effectuer selon le principe que « les avoirs suivent les savoirs » et donc les entités retenues pour le partage des savoirs pourront bénéficier des avoirs de PROSPERER. Parmi ces entités, on peut lister FCCIM, CCI, IMF telles que CECAM, TIAVO, PAMF et OTIV, ONG telles que CITE et les CSA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie de sortie qui intègre les orientations de la mission	EPN et EPR	28 février 2014

D. Aspects fiduciaires

74. **Décaissements.** Au 31 octobre 2013, sur un montant total de 41,52 millions USD pour le programme PROSPERER (incluant le prêt supplémentaire FIDA de 11,2 millions USD entré en vigueur en septembre 2013), le montant du décaissement cumulé est de 22,4 millions USD, soit un

taux de décaissement à hauteur de 53,27%. Le prêt FIDA est décaissé à hauteur de 97,81% sur le prêt initial de 17,8 millions USD et 0% sur le prêt supplémentaire de 11,2 millions USD, le prêt OFID à 61,52%, le fonds du Gouvernement à 36,16% et les contributions des bénéficiaires sont réalisées à 15,28%.

75. Le montant du prêt FIDA est de 18,95 million DTS (incluant le prêt supplémentaire de 7,3 millions DTS). Au 31 octobre 2013, les décaissements effectués sur le prêt s'élèvent à un montant de 10,09 millions DTS soit un pourcentage de décaissement de 52,27%. Le niveau de décaissement par catégorie se présente comme suit:

Cat	Description de la catégorie	Montant du prêt affecté DTS	Décaissements DTS	% Décaissements
I	Infrastructures	372.100	120.810,58	32,47
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	1.194.200	691.584,68	57,91
III	Formation et Renforcement des Capacités	7.503.500	3.105.983,82	41,39
IV	Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	4.651.900	2.750.116,83	59,12
V	Fonds d'Appui à la Finance Rurale	1.793.700	1.176.170,95	65,57
VI	Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	2.770.300	2.249.268,76	81,19
VII	Non alloué	664.300	-	-
	Sous-total	18.950.000	10.093.935,62	53,27
	Dépôt initial	-	994.463,37	
	Total	18.950.000	11.088.398,99	

76. Il convient de souligner que le prêt supplémentaire de 7,3 millions DTS n'est entré en vigueur qu'en septembre 2013 (l'approbation du gouvernement ayant eu lieu le 17 septembre 2013). Le pourcentage de décaissement sur le prêt initial de 11,65 millions DTS est de 90%.

77. Pour les fonds de l'OFID, les décaissements portant essentiellement sur la catégorie 'Infrastructures' s'élèvent à 2,6 millions USD soit un pourcentage de décaissement de 52,89%. Le dépôt initial de l'OFID s'élève à 500 000 USD.

Gestion financière

78. **Compte spécial.** L'état du rapprochement du compte spécial FIDA et OFID (en USD) au 31 octobre 2013 se présente comme suit:

Rubriques	Prêt FIDA	Prêt OFID
Avance initiale	1 500 000,00	500 000,00
Solde du compte spécial au 31/10/2013	313.803,82	226,194.73
DRF 073 CS à 076 CS en cours	1.180.591.25	
DRF 018CS et 019CS en cours de paiement par l'OFID		272.849,89
DRF en cours de préparation		
Montant total retiré du compte spécial/compte de programme et non encore sollicité	5,604.93	955.38
Egale montant de l'avance	1.500.000,00	500,000.00

79. Compte tenu que presque 85% du prêt initial a été déboursé au février 2013, et en attendant l'entrée en vigueur du prêt supplémentaire, le Programme a dû freiner ses dépenses, le rythme de réapprovisionnement du compte spécial par conséquent aussi était ralenti.

80. Le prêt supplémentaire de 11.2 millions USD doit être déboursé dans les prochain 20 mois, *il s'avère nécessaire d'établir un plan de trésorerie en fonction du PTBA 2014-15 afin de prévoir à l'avance les besoins mensuelles en liquidités et le rythme de demande de réapprovisionnement du compte spécial*, d'autant plus que l'extension des activités du Programme dans les quatre (4) nouvelles zones d'intervention du PROSPERER nécessitera des décaissements additionnels.

81. Le montant du dépôt initial de l'OFID est resté à 500.000 USD. Lors d'une mission de supervision de l'OFID en septembre/octobre 2012, le Programme a sollicité (a) une augmentation du dépôt initial et (b) une prolongation du délai de paiement après juin 2013, date de clôture du prêt, pour honorer les engagements pris par le Programme et compléter les activités prévues dans le cadre de ce prêt, d'autant plus que des aléas climatiques (saisons cycloniques de janvier à avril) pourraient perturber l'avancement des travaux. La mission de l'OFID a recommandé (a) de recourir aux paiements directs en cas d'insuffisance de trésorerie et qu'une augmentation du dépôt initial pourrait se faire qu'après réception, de la part de la Direction de la Dette Publique, d'une demande accompagnée de la situation des factures à payer et d'une prévision de décaissement sur Compte Spécial justifiant ce besoins de recours à une augmentation dépôt initial du Programme, (b) qu'il était trop tôt pour statuer sur une telle demande prorogation du prêt. Celle-ci pourrait être introduite vers le mois d'avril si cela devait s'avérer nécessaire et en fonction d'avancement des activités du Programme.

82. Suivant les recommandations de l'OFID, le Programme a sollicité auprès de l'OFID en avril 2013, une prorogation de la date limite de décaissement au 30 juin 2014. La situation de décaissements ainsi que les engagements pris et le planning de prolongation des paiements ont été soumis à l'OFID justifiant la prorogation de la date de clôture du prêt. A ce jour, l'OFID n'a pas encore répondu à la demande du Programme. Cependant, l'OFID continue à honorer les paiements et demandes de remboursements du compte spécial introduites après le 30 juin 2013. *La mission recommande que (a) la demande de prorogation du prêt OFID soit relancé, (b) un plan alternatif soit considéré au cas où l'OFID n'accède pas à la prorogation du prêt et (c) que les activités sur cette composante soient achevé dans les prochain six mois afin de pouvoir utiliser le fonds OFID durant le délai prévu.*

83. **Demande de retraits de fonds FIDA.** De janvier à octobre 2013, le Programme a envoyé 7 demandes de réapprovisionnement du compte spécial pour un montant total de 2,610 million USD (comparé à 11 demandes – 3,671 millions USD en 2012) et 4 demandes de paiement direct d'une valeur de 454.205 USD

84. **Demande de retraits de fonds OFID.** De janvier à octobre 2013, le Programme a envoyé 7 demandes de retrait de réapprovisionnement du compte spécial pour un montant total de 384.859,50 USD et 2 demandes de paiement direct d'une valeur de 174.411,61 USD.

85. **PTBA 2013.** Le Projet a élaboré un PTBA de 12,949 millions USD. Le Budget 2013 présente une augmentation de l'ordre de 19,89 %, par rapport à celui de l'année 2012, du fait de l'extension des activités du Programme dans les quatre (4) nouvelles zones d'intervention du PROSPERER. En tenant compte de la variation du taux de change de l'USD, cette augmentation sera de 14,18 %.

86. Au 31 octobre 2013, le taux de réalisation du PTBA en termes financiers est de 31.31%. En incluant les engagements signés par le Programme, le taux de réalisation est de 57.24%. La réalisation budgétaire se détaille comme suit pour chaque composante:

Réalisation Budgétaire					
Composante	PTBA 2013	Décaissements USD (000's)	Engagements USD (000's)	% Décaissements	% Décaissements Engagements
1	3.542,28	1.024,13	484,04	28,91	42,58
2	3.086,60	617,57	425,39	20,01	33,79

Composante	PTBA 2013	Décaissements USD (000's)	Engagements USD (000's)	% Décaissements	% Décaissements Engagements
3	712,39	475,04	6,72	66,68	67,63
4	4.106,09	1.178,21	2.163,99	28,69	81,40
5	1.501,59	758,83	278,70	50,54	69,10
Total	12.948,95	4.053.78	3.358.84	31,31	57,24

87. Le taux de réalisation financier est faible par rapport à un PTBA ambitieux 12,9 millions USD. Ce faible taux de réalisation est en partie dû à l'entrée en vigueur tardive du prêt supplémentaire 11,20 millions USD, le gouvernement ayant donné son approbation qu'en septembre 2013, d'une part et d'autre part, des retards dans le déclenchement de la passation de marchés.

88. **Fonds de contrepartie.** Sur la contribution du gouvernement de 4,512 millions USD prévue dans les documents de programmes, les Ressources Propres Internes (RPI) reçues par le Programme au 31 octobre 2013 sont de 1.631 millions USD. Ces fonds reçus sont en grande partie utilisés par le programme comme dépôts initiaux pour le financement des activités des 9 Antennes EPR. Les informations relatives aux taxes sur la valeur ajoutée (TVA) prises en charge par le Gouvernement Malagasy ne sont pas communiquées au Programme. Au 31 octobre 2013, le montant de la TVA payables par le gouvernement s'élève à 444.470 USD selon les factures fournisseurs comptabilisées. Le montant actuel payé par le gouvernement aux fournisseurs devraient être recueillies auprès du Ministère de tutelle (DAF du Minagri) et du Ministère des Finances (Trésor public) en collaboration avec la CAPFIDA. Le Gouvernement Malagasy respecte ses engagements relatifs aux fonds de contrepartie.

89. **Revue des SOE.** La mission a passé en revue les dépenses présentées sur DRF 66 CS et 75 CS. Aucune anomalie a été constaté aucune anomalie.

90. **Apports des bénéficiaires.** Les apports des bénéficiaires comptabilisés au 31 octobre 2013 sont évalués à 233.015 USD.

91. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les dispositions de l'accord de prêt sont respectées en ce qui concerne la gestion des comptes du Programme, le respect des procédures de passation de marchés, et la présentation des rapports d'activités.

92. **Passation des marchés.** La mission a revu le plan de passation de marché 2013 ainsi que les fiches de suivi des marchés tenus par le Responsable de passation de marchés de l'EPN. Le système de passation de marchés est très satisfaisant.

93. Le montant prévu pour la passation de marché en 2013 s'élève à 6,6 millions USD. Le montant du marchés attribué au 31 octobre 2013 s'élève cependant à seulement 1,9 millions USD, soit 28,8% sur le montant total prévu. La mission a constaté qu'une bonne partie des appels d'offres n'ont pas été encore lancés au 31 octobre 2013. Ce faible taux de réalisation s'explique par (a) l'entrée en vigueur tardive du prêt supplémentaire du prêt FIDA, le gouvernement ayant donné son approbation qu'en septembre 2013, (b) les termes de référence, les spécifications techniques permettant d'élaborer les dossiers d'appel d'offres ne sont pas préparés en temps prévu selon le plan de passation de marché et (c) des retards dans le déclenchement du processus de passation de marché. *La mission recommande que (a) le plan de passation de marché soit respecté scrupuleusement, (b) les termes de référence et spécifications techniques et services de consultants soient préparés et soumis dès l'approbation du PTBA (c) les dossiers d'appel d'offres soient lancés et lancés en début d'année et (d) un suivi rigoureux soit effectué sur l'exécution du plan de passation de marché et tout retard soit communiqué à la Coordination Nationale pour les démarches à suivre.*

94. **Audit.** La mission note avec satisfaction la remise dans les délais du rapport d'audit du programme pour l'année 2012 et a constaté l'opinion favorable de l'auditeur sur les états financiers du programme. La plus part des recommandations des audits précédents ont été suivies.

95. **Défi sur le décaissement du prêt supplémentaire.** La date de clôture du Programme est prévue pour le 31 décembre 2015 et les fonds disponibles sur prêt FIDA et de l'OFID sont de 12,8 millions USD et 2,0 millions USD respectivement au 20 novembre 2013. (en incluant l'avance du compte spécial). Le reliquat de 12,8 millions USD du prêt FIDA devrait être nécessairement décaissé sur les prochain 24 mois (en prenant en considération la période de clôture), soit un taux de décaissements d'environ 530.000 USD par mois. Historiquement, le montant décaissé sur compte spécial est d'environ 350.000 USD par mois avec un cycle de trois mois entre le paiement par PROSPERER et le réapprovisionnement du compte spécial. Il s'avère donc nécessaire de programmer et accélérer les activités du Programme sur le prochain 20 mois et d'augmenter le dépôt initial à USD 2,5 millions (il est actuellement de USD 1,5 million) pour que le Programme dispose de liquidités suffisantes pour faire face à ses engagements¹⁵. Ainsi, la mission recommande (a) de préparer un PTBA et un plan de passation de marché sur 18 mois avec un programme de travail réalisable; (b) d'identifier les risques qui pourraient entraver la réalisation des activités et les mesures à prendre pour mitiger ces risques; (c) d'établir un plan de trésorerie mensuel pour prévenir à l'avance les dépenses mensuelles à encourir et aussi pour déterminer le montant du dépôt du compte spécial nécessaire; (d) d'augmenter le dépôt initial du compte spécial à concurrence d'un montant qui sera défini sur la base du plan de trésorerie; (e) d'établir un plan de préparation et soumission des DRFs en fonction du plan de trésorerie; (f) de préparer les dossiers d'appel d'offres le plus tôt possible et de les lancer au début 2014; et (g) d'établir des indicateurs de performance à respecter et faire un suivi mensuel sur la mise en œuvre du Programme, les écarts entre les prévisions et les réalisations actuelles justifiés et les mesures nécessaires prendre immédiatement afin de s'assurer de l'exécution des activités sur la période prévue.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Relancer la demande de prorogation du prêt OFID	EPN /DPP	20 décembre 2013
Etablir et prioriser un programme sur six mois sur les activités financés par l'OFID	EPN /EPR	15 décembre 2013
Préparation d'un PTBA sur 18 mois janvier 2014 à juin 2015	EPN/EPR	15 décembre 2013
Etablissement d'un plan de trésorerie janvier 2014 à juillet 2015	EPN	31 mars 2014 et mise jour continuellement
Demander l'augmentation du dépôt initial du compte spécial à USD 2,5 million	EPN /DPP	31 décembre 2013

E. Conclusion

96. La mission se félicite de la très bonne tenue de PROSPERER et des résultats enregistrés. La mission espère que pendant cette phase de consolidation, un dialogue de politiques fructueux puisse se mettre en place en vue de pérenniser les acquis de PROSPERER qui se dessinent déjà.

¹⁵ Avec des décaissement mensuel moyens de 530,000 USD et un cycle de 3 mois entre paiement et réapprovisionnement, un dépôt initial de USD 2,5 M (équivalent à environ 4,7 fois le montant du décaissement mensuel moyen prévu) est nécessaire.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Madagascar			No. du projet	1401	No. du prêt/don DSF	737
Projet	Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales					Prêt/don DSF suppl.	737
Date de mise à jour	23/12/2013						
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD						
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	10				
Dernière Supervision	04/12/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	12/04/2013				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2007			Coût total	46.38	
Accord	18/12/2007	Délai d'entrée en vigueur	4.6	FIDA Total	29.04	
Entrée en vigueur	28/04/2008	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	28.75	59
Premier décaissement	20/05/2008			Don DSF		
Examen à mi-parcours	14/12/2011	Dernier amendement	17/09/2013	Don FIDA	0.29	0
Achèvement initiale	30/06/2015	Dernier audit	14/06/2013	Financement national total	11.76	
Achèvement	30/06/2015			Beneficiaries	2.21	15
Clôture initiale	31/12/2015			Beneficiaries (sup)	1.84	0
Clôture	31/12/2015			Government (National)	4.51	33
Nbre de prolongations	0			Government (sup)	3.20	0
				Cofinancement total externes	5.58	
				OFID	4.97	42
				UNCDF	0.61	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	6	2. Exécution du S&E	6	6
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	6
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	6
			7. Innovation et leçons apprises	6	6
			8. Prise en climat et environnement		

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Component 5 - M&E, KM communication	6	6	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Component 4 - Market infrastru. & enabli. invest	4	4	2. Autonomisation	5	5
3. Component 3 - Rural finance and risk management	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Component 2 - BDS for RMEs and vocational training	5	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
5. Component 1 - Identification & mobilization of RMEs	5	5	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
6. EU Component - PARECAM			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

B1.1. Bonne gestion financière mais en attendant l'entrée en vigueur du prêt supplémentaire, le Programme a dû freiner ses dépenses et le rythme de réapprovisionnement du compte spécial a été ralenti. B.1.2 Prêt FIDA décaissé à hauteur de 97,81% sur le prêt initial de 17,8 millions USD et 0% sur le prêt supplémentaire de 11,2 millions USD, le prêt OFID à 61,52%, le fonds du Gouvernement à 36,16%. B.1.3. Sur contribution du gouvernement de 4,512 millions USD prévue, RPI reçues à hauteur de 1.631 millions USD. B.1.5. Le système de passation de marchés est satisfaisant mais le montant des marchés attribué au 31 octobre 2013 s'élève à 1,9 millions USD (29% du montant total prévu). B.1.6. Pas de changements. B.2.1 Qualité de gestion élevée, bonne maîtrise de l'exécution et bonne coordination EPN/EPR. B.2.2 SE gère de nombreuses BDD, assure la communication via plusieurs outils, coordonne enquêtes d'impact et études de cas pour la capitalisation. FIDA a retenu PROSPERER parmi les 30 projets pour évaluer la sortie durable de la pauvreté B.2.3 PTBA ambitieux (Exécution PTBA 2012 de 67 %). B.2.4. Participation effective des femmes dans toutes les activités. 55% des MER appuyées, sont féminines, taux couples OP/OM 69 %. B.2.5 focus sur pauvreté très net et mesurables. PROSPERER est un des rares projets à pouvoir renseigner sur la sortie de la pauvreté (extraction de pauvreté pour 48% et maintient hors de la pauvreté pour 34% des bénéficiaires).

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les indicateurs d'exécution de PROSPERER sont «au vert». Le taux global d'avancement physique est de 75% après 5 ans sur 7 années prévues d'exécution. Le montant du décaissement cumulé est de 22,4 millions USD, soit 53%. Le prêt FIDA est décaissé à hauteur de 98% sur le prêt initial de 17,8 millions USD et 0% sur le prêt supplémentaire de 11,2 millions USD. Le Programme est en phase d'achèvement. Top-up PROSPERER approuvé par le EB en décembre 2012 et ratifié en septembre 2013.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Par rapport aux objectifs initiaux, les résultats obtenus par PROSPERER sont probants dans de nombreux domaines. Le renforcement des capacités et les formations ont eu un impact positif sur la capacité des MER à sortir de la pauvreté (48%) ou à rester hors de la pauvreté (34%). L'approche plus récente «chaîne de valeur» et «couplage OP/OM» vient renforcer la pérennité des acquis. La mise à l'échelle du couplage OP-OM par des partenariats public-privé large sur des filières agricoles augmente le potentiel d'atteinte des objectifs et la durabilité des interventions.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	Demande de prorogation de 1 an (jusque 30 juin 2014) accepté par OFID. Mettre en place un planning serré et un suivi rapproché sur plan de passation de marchés
Avancement de l'exécution du projet	Charge de travail physique et financier très significatif (PTBA de USD 12 M sur les prochains 18 mois). Planning serré et suivi rapproché seront cruciaux. Augmentation du dépôt initial de USD 1.5 à 2.5 M recommandé. Pas de risques spécifiques pour les composantes 1, 2, 4 et 5. Risque de manque d'efficacité sur l'accès au crédit pour les MER naissantes (seulement 4%). Montée en puissance dans l'accès au crédit a pu être détectée. Ceci qui laisse espérer les efforts fournis pourront donner leurs fruits.
Produits et réalisations	Pas de risques majeurs. Les résultats obtenus dans ce domaine sont très conséquents mais méritent d'être confirmés/affinés, notamment pour la pérennisation des acquis.
Durabilité	1. Couplage OP-OM reste le point centrale de la stratégie de sortie mais avec besoin de mise à l'échelle par des partenariats publics-privés entre les MER/PER et des opérateurs de marché de moyenne-grande taille avec un rôle de facilitation/appui joué par les acteurs publics (gouvernement, projets FIDA

et autres bailleurs, ONG.) 2. Capacité d'encadrement et accompagnement des MER/PER par GUMS reste un acquis à préserver. Cependant, GUMS auront des difficultés pour être pérennisés vu coût élevé de fonctionnement (pratiquement entièrement subventionné par PROSPERER). Piloter une approche plus tirée par une demande solvable de la part des MER/PER "à potentiel" et "en croissance" (visant essentiellement le maintien hors de la pauvreté). Garder une approche par des subventions pour les MER "naissantes" qui commencent un parcours de sortie de la pauvreté.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Pérennisation des couple OP-OM	Sur la base des discussions entamées avec opérateurs privés, mettre en place de PPP de grande échelle sur filières agricoles	Décembre 2013	Démarré
Pérennisation des GUMS	Tester la mise en place d'un système de fonctionnement des GUMS qui soit plus tiré par la demande	Décembre 2013	Démarré
IMF et accès au crédit	Etendre la couverture de la FPR aux crédits court terme octroyés aux jeunes ayant bénéficié de l'appui de PROSPERER	Janvier 2014	En cours
infrastructures	Réaffectation de fonds disponibles sur les contrats résiliés et sur l'entretien des infrastructures à d'autres infrastructures (à inclure dans le PTBA)	Décembre 2013	Démarré
Pérennité des actions du Programme	élaborer la stratégie de sortie	Mars 2014	À poursuivre

Observations supplémentaires

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales Recommandations de la mission de suivi : 20 novembre – 4 décembre 2013

Composante 1. Identification et mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sous-Composante 1.1.		
Mettre en place un référentiel environnemental pour les plans de mise à niveau	EPN/ environnementaliste	Juillet
Intégrer une formation spécifique sur la négociation des contrats dans la formation de base	EPN/EPR	Juin
étudier la problématique de pérennité des GUMS et des CE selon le schéma décrit ci-dessus en sous	EPN/Gvt/partenaires	Immédiat
Sous-Composante 1.2		
Révision des plans de renforcement de chaque CCI et veiller à ce qu'ils élaborent des plans d'affaires stratégiques	Responsables Régional de PROSPERER et CCI	Fin 2013
Identifier les AGB, OP et clusters sélectionnés (un par région) qui peuvent être des modèles de référence	Programme des Régions	Fin 2013
Appui à la formation pour le renforcement des compétences managériales de la direction des PCAF	Res. Composante 1.2 et des régions, conseillers chargés des PCAF	
Suivi de l'étude pour soutenir la Politique de soutien aux MER et la compléter	Res. Comp. 1.2 au PROSPERER et Direction du vice primature	Fin 2013

Composante 2. Services d'appui aux micro-entreprises rurales et formations professionnelles

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sous-Composante 2.1		
Renforcer les capacités de conseil et d'expertise des CE à travers des formations spécifiques:	RES. Comp.2. et Resp. des régions	Déc. 2013
Réaliser au moins une analyse complète de la chaîne de valeurs par Région	Coordinateurs des Régions	Août 2013
Sous-Composante 2.2.		
Faire régulièrement une rapide post-évaluation de la situation des jeunes ayant reçu la formation professionnelle et l'apprentissage par le biais de PROSPERER	Resp. Compo .2	Août 2013

Composante 3. Finances rurales et gestion des risques

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Planifier d'organiser des réunions de sensibilisation périodiques / ateliers dans les Régions entre GUMS / CE, IMF, et MER / PER promues.	GUMS et IMF	Réunions / Ateliers périodiques tous les 6 mois
Suivi des 16 recommandations de la dernière mission d'appui à la Composante 3 et rapporter le progrès tous les 3 mois	Resp. Composante 3 en collaboration avec les EPR	Travail continu.

Composante 4 .

Mesure convenue	Responsabilité	Date Convenue
Envoyer à OFID une requête de prorogation	Emprunteur	mi avril
Revoir la convention qui lie PROSPERER et un groupe de MER dans le cadre de l'octroi d'infrastructures ou équipements collectifs	EPN/juriste	Mai
Sensibiliser et renforcer les capacités des bénéficiaires pour l'entretien des infrastructures collectives	EPR	En continu

Composante 5 suivi-évaluation, capitalisation et communication

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
S'assurer de la fiabilité des comptes d'exploitation élaborés au niveau des MER	S/e EPR, puis RSE EPN	En continu
Approfondir l'analyse des comptes d'exploitation	EPR/EPN	En continu
Redémarrer le site WEB	RSE	Juin
Élaborer la stratégie de sortie	PROSPERER, Gvt, partenaires	Mai

E. Aspects fiduciaires

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la présentation des dépenses en DRF	EPN	En continu
Régulariser les avances de fonds	EPN	Juillet 2013
Finaliser la réallocation de fonds du Projet	EPN	Mai 2013
Régulariser le remboursement des préfinancements au projet PPRR	EPN	Avril 2013
Renforcer les mesures prises pour une meilleure décentralisation	EPN, EPR	En continu
Renforcer la planification du Programme et la mise en œuvre (PTBA 2013)	EPN, EPR	En continu
Renforcer le système de contrôle interne	EPN	En continu

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante 1: identification et mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Privilégier le couplage entre des opérateurs de marché de moyenne-grande échelle et des groupements de MER/OP dans les secteurs agricoles et non-agricoles	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013
Tester la mise en place d'un système de fonctionnement des GUMS qui soit plus tiré par la demande	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013
Identifier les AGB/OP pouvant être transformés en coopératives	EPR et GUMS	30 juin 2014
Identifier les activités des PCAF pouvant être menées dans le cadre de PPP	EPN, EPR	31 janvier 2014

Composante 2: services d'appui aux micro-entreprises rurales et formation professionnelle

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un plan de mise à niveau pour améliorer de la capacité des différents acteurs et prestataires de service du programme (GUMS-PS, CSA, ONG et autres) à fournir les services requis dans le cadre des partenariats de grande échelle	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013
Exploiter la base de donnée des OM ainsi que les études de filières récentes afin d'identifier les filières ayant un potentiel élevé d'emploi pour les jeunes et de concentrer les actions de création d'emploi de jeunes sur ces filières	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013

Composante 3: Finances rurales et gestion des risques

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Améliorer la communication de l'information entre les IMF et les instances de PROSPERER en matière d'appui à la finance rurale	EPN ; EPR	A partir de décembre 2013
Payer la prime de bon remboursement aux MER bénéficiaires	EPN ; PAFIM et IMF	15janvier2014
Etendre la couverture de la FPR aux crédits court terme octroyés aux jeunes ayant bénéficié de l'appui de PROSPERER	EPN ; PAFIM	30 Janvier 2014

Composante 4: Infrastructures de marché et investissements structurants

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réactualiser le plan de décaissements du prêt OFID avec une date d'achèvement du 30/4/2014	EPN	20 décembre 2013
Passer le financement de la gestion et entretien des infrastructure jusqu'au 30 juin 2015 sur le prêt FIDA	EPN	20 décembre 2013
Réaffectation de fonds disponibles sur les contrats résiliés et sur l'entretien des infrastructures à d'autres infrastructures (à inclure dans le PTBA)	EPN/EPR	20 décembre 2013
FIDA assure les démarches réglementaires en son sein pour opérationnaliser cette modification	FIDA	30 janvier 2014

Durabilité et stratégie de sortie

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie de sortie qui intègre les orientations de la mission	EPN et EPR	28février 2014

Gestion financière

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Relancer la demande de prorogation du prêt OFID	EPN /DPP	20 décembre 2013
Etablir et prioriser un programme sur six mois sur les activités financés par l'OFID	EPN /EPR	15 décembre 2013
Préparation d'un PTBA sur 18 mois janvier 2014 à juin 2015	EPN/EPR	15 décembre 2013
Etablissement d'un plan de trésorerie janvier 2014 à juillet 2015	EPN	31 mars 2014 et mise jour continuellement
Demander l'augmentation du dépôt initial du compte spécial à USD 2,5 million	EPN /DPP	31 décembre 2013
Préparation des dossiers des appels d'offres	EPN/EPR	31 janvier 2014
Lancement des appels d'offres	EPN/EPR	février – avril 2014

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Synthèse des réalisations

COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE	Réal. Physique
TOTAL PROGRAMME	49,20%
Composante 1 : Identification et mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions	37,82%
SC 11. Inventaire régional - Validation des MER - dispositif d'appui local	33,28%
SC 12. Renforcement des structures professionnelles et de l'interface Public - privé	42,35%
Composante 2 : Services d'appui aux micro-entreprises et formation professionnelle	35,84%
SC 21. Services d'appui adaptés aux micro-entreprises rurales existantes	36,42%
SC 22. Formation professionnelle et apprentissages fondamentaux	35,25%
Composante 3 : Finances rurales, et gestion des risques	77,00%
VOLET- A : Faciliter l'accès aux services financiers	95,29%
VOLET-B : Favoriser l'engagement du secteur financier en soutien aux MER	91,19%
VOLET- C : Outils de gestion du risque	83,33%
VOLET- D : Assistance technique	38,20%
Composante 4 : Infrastructures de marché et investissements structurants	36,47%
SC 41. Infrastructure publique (marché, pistes...)	31,16%
SC 42. Investissements collectifs de soutien aux filières	41,79%
Composante 5 : Suivi-évaluation, capitalisation et communication	51,80%
SC 51. Planification et suivi-évaluation	58,85%
SC 52. Capitalisation des savoirs et communication	44,75%

Avancement par composante

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
COMPOSANTE 1: Identification, mobilisation des MER/PER et des couples OP/OM et structuration des interprofessions					38%	
SOUS-COMPOSANTE 1 1: Inventaire régional, validation des MER, des PER et dispositif d'appui local					33%	
ACTIVITES						
VOLET-A: Etude de marché et promotion des couples OP/OM						51%
	12. Etudes des opportunités des marchés au niveau des Opérateurs de marchés (OM)	Etude des opportunités de marchés réalisés	Nb	7	4	57%
	13. Création d'une base de données sur les Opérateurs de Marché à l'aide d'un progiciel approprié	Base de donnée élaborée	Nb	1	1	100%
	14. Identification et la validation des MER/OP en lien aux OM et intégrées dans la BD MER	Atelier	Nb	47	35	74%
	15. Diagnostic des couples OP/OM et couples OP/OM à créer	Diagnostics réalisés	Nb	63	43	68%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	16. Ateliers d'identification des contraintes et élaboration participative des plans de mise à niveaux des acteurs (OP/OM)	Ateliers	Nb	63	26	41%
	17. Elaboration Manuel de modèles de contrats de partenariat OP/OM	Modèle de contrats de partenariat élaboré	Nb	2	0	0%
	18. Ateliers de négociations commerciales OP/OM	Ateliers de négociation commerciale réalisés	Nb	63	25	40%
	19. Ateliers de programmation et de bilan de campagne de commercialisation	Ateliers de programmation et de bilan de campagne	Nb	66	16	24%
VOLET-B: Guichet unique multi-service						31%
	20. formation des encadreurs et des CE	Approche chaîne de valeurs ajoutées (CVA)	Session	10	6	60%
		Elaboration du plans de mise à niveau	Session	10	1	10%
		Autres thèmes	Session	28	10	36%
	21. Dotation de subvention de fonctionnement des IF/GUMS	Montant	USD	527 923	140601,7379	27%
		Conventions signées	Nb	20	5	25%
	22. Mise en place nouveau GUMS	GUMS mis en place	Nombre	8	0	

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
VOLET-C: Appui à l'innovation technologique						18%
	23. Mise en place d'un dispositif d'informations aux MER et couples OP/OM	boîtes à outils	Nb	4		
		référentiels technico-financiers		3		
	24. Mise en place de 38 centres de démonstration et de diffusion de technologie	CDDT mise en place	Nb	57	23	40%
	25. Mise en place d'un dispositif complet de « Services d'Appui au Développement des Entreprises » pour 5 communes rurale pilotes	SADE mise en place	Nb	6	1	17%
	26. Mise en place et opérationnalisation du FFCP	Manuel de procédure FFCP	Nb	0		
		FFCP régional opérationnel	Nb	8	1	13%
		Montant total subvention octroyé	USD	257 956	3710,482857	1%
SOUS-COMPOSANTE 12: Renforcement des structures professionnelles et de l'interface public-privée						42%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
<div> <div>ACTIVITES</div> <div>-</div> <div>-</div> <div>-</div> </div>						
VOLET-A: Renforcement des CCI						36%
	34. Elaboration des plans stratégiques	Consultance/Etude	Nb	8	3,5	44%
	35. Formation des agents	Session de formation (*)	Nb	19	8	42%
	36. Acquisistion d'équipements et matériels	Lots d'équipements	Nb	10	2	20%
	37. Dotation des subventions de fonctionnement aux CCI	Montant	USD	149873	60375,65434	40%
	38. Renforcement de capacités relatives aux activités de commercialisation des produits	CCI bénéficiaires	Nb	9	3	33%
VOLET-B: Renforcement des AGB/OP/Clusters						46%
	39. Création des Clusters	Clusters créés	Nb	14	12	86%
	40. Consolidation AGB/OP/Clusters	AGB/OP consolidés (*)	Nb	154	48	31%
		Clusters consolidés (*)	Nb	21	10	48%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	41. Structuration et formation des organisations des bénéficiaires d'infrastructures	Organisation des bénéficiaires d'infrastructure constituée	Nb	121	40	33%
		Organisation des bénéficiaires d'infrastructure appuyée	Nb	128	39	30%
VOLET-C: Concertation multi acteurs						46%
	42. Ateliers de concertation multi – acteurs	Ateliers / Consultance	Nb	12	9	75%
	43. Ateliers de formation en négociation interprofessionnelle des PCAF constituées	Ateliers/ Consultance	Nb	5	0	
	44. Dotation d'équipement de permanences PCAF dans les Chambres	Lots d'équipements	Nb	12	1	8%
	45. Mobilisation des PCAF à travers leurs plans opérationnels de travail	PCAF exécutant leur PTBA	Nb	15	8	53%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
Volet D : Appui au développement d'une politique de soutien aux MER						4%
	46. Appui à l'institutionnalisation du CTOP	CTOP formalisé	Nb	1	0	0%
	47. Mise en place de groupes de travail sur les politiques au niveau des régions	Groupes de travail mis en place	Nb	5	0	0%
	48. Appui à la tenue des réunions des différents groupes de travail	Réunions tenues	Nb	15	3	20%
	49. Appui à l'organisation des forum des MER	forum	Nb	6	0	0%
	50. Analyse des besoins en matière d'appui public, de mesures législatives, et de régulations	Etude réalisée	Nb	1	0	0%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
COMPOSANTE 2: SERVICES D'APPUI AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES ET FORMATION PROFESSIONNELLE					36%	
SOUS COMPOSANTE 2.1: SERVICES D'APPUI ADAPTES AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES EXISTANTES					36,42%	
ACTIVITES						
VOLET-A : Identification et mise à niveau des capacités des différents types de prestataires						63%
	55. Identification et mobilisation de PSE fournisseurs de nouvelle gamme de SADE/BDS	Nouveaux PSE fournisseurs SADE/BDS nouvelle gamme	nb	115	17	15%
	56. Renforcement de capacités des PSE en fonction des besoins	Nbre de PSE formés en Diagnostic et Business Plan (*)	nb	-	0	
		Nbre de PSE formés en Technique et qualité (*)	nb	68	12	18%
		Nbre de PSE formés en Gestion (*)	nb	27	0	0%
		Nbre de PSE formés en Marketing et commercialisation (*)	nb	36	14	39%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		Nbre de PSE autres spécialités formés	nb	4	20	100%
		Nbre de PSE formés en Culture Entrepreneuriale (*)	nb	21	0	0%
		Nbre de PSE formés en Culture d'Epargne et de Crédit (*)	nb	25	8	32%
		Nbre de PSE formés en Ingénierie de formation (*)	nb	129	1	1%
	57. Agrément des PSE	Nbre de PSE agréés en Technique et qualité	nb	53	46	87%
		Nbre de PSE agréés en Gestion	nb	48	24	50%
		Nbre de PSE agréés en Marketing et commercialisation	nb	40	21	53%
		Nbre de PSE autres spécialités agréés		4	18	450%
		Nbre de PSE agréés en Culture Entrepreneuriale	nb	33	16	48%
		Nbre de PSE agréés en Culture d'Epargne et de Crédit	nb	26	13	50%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		Nbre de PSE agréés en Ingénierie de formation	nb	-	0	
	58. Elaboration de Guides de bonnes pratiques avec les référentiels de formation	Consultance / Etude	Nb	3	0	0%
VOLET-B: Renforcement de capacités des MERs						23%
	59. Appui au diagnostic / élaboration participative des Business Plans (Pré-investissement et projets d'entreprise)	MER avec Business Plan élaborés	Nb	2 963	798	27%
	60. Appui-conseil-accompagnement des MER	Nb des MER/PER accompagnées par les CE	Nb	4 270	1043	24%
	61. Formation & Renforcement de capacités des MER	Nb des MER/PER formées en technique et qualité (*)	Nb	5 105	1509	30%
		Nb des MER/PER formées en cascade en technique et qualité (*)	Nb	2 060	577	28%
		Nb des MER/PER formées en gestion (*)	Nb	3 000	1245	42%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		Nb des MER/PER des filières formées en marketing et commercialisation (*)	Nb	3 320	1124	34%
		Nb des MER/PER des clusters formées en marketing et commercialisation (*)	Nb	770	0	0%
		Nb des MER/PER formées autres formations (*)	Nb	2 715	596	22%
		Nb de MER/PER formés dans la filière bambou (*)	Nb	275	0	0%
VOLET-C : Appui au développement et à la promotion des filières et clusters						33%
	62. Appuis à la promotion des produits et à la prospection commerciale	Entités/Consultants en intermédiation commerciale	Nb	5	0	0%
		Consultance diagnostic-accompagnement en label et certification	Nb	13	3	26%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		Consultance diagnostic-accompagnement en emballage	Nb	11	3	27%
		Consultance diagnostic-test-lancement de nouveaux produits	Nb	10	3	30%
		Agents commerciaux recrutés	Nb	7	4	57%
		Voyages d'échanges organisés	Nb	55	17	31%
		MER/PER participant à des voyages	Nb	877	250	29%
		Foires organisées par FCCI/PROSPERER au niveau national	Nb	1	0	
		MER/AGB/OP Couples OP/OM participant à la Foire nationale FCCI/PROSPERER	Nb	242	0	0%
		Autres Foires nationales où participeront les MER	Nb	47	19	40%
		MER/AGB/OP Couples OP/OM participant aux autres Foires nationales	Nb	322	149	46%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		Foires organisées par CCI/PROSPERER régionales	Nb	5	3	60%
		MER/AGB/OP Couples OP/OM participant aux Foires régionales CCI/PROSPERER	Nb	421	186	44%
		Foires locales où participeront les MER	Nb	21	6	29%
		MER/AGB/OP Couples OP/OM participant aux foires locales	Nb	200	78	39%
		Foires internationales où participeront les MER	Nb	11	4	36%
		AGB/OP Couples OP/OM participant à des foires internationales	Nb	73	47	64%
		Lot d'équipements de mobiliers	Nb	17	4	24%
	63. Etudes ponctuelles - accompagnement des MER/PER produits/filières spécifiques	Consultance diagnostic-accompagnement études ponctuelles	Nb	2	0	0%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	64. Opérationnalisation du Système d'Informations sur les Marchés adaptés aux besoins des MER/PER	Convention administration et opérationnalisation du SIM avec CCI-A	Nb	2	1	50%
VOLET-D : Assistance technique et accompagnement						27%
	65. Assistance technique et d'accompagnement au bénéfice des MER	Nombre d'assistance technique	Nb	15	4	27%
SOUS COMPOSANTE 2.2: FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGES FONDAMENTAUX						35%
<u>ACTIVITES</u>						
VOLET Alphabétisation		-	-			
	64. Réalisation des sessions d'alphabétisation des jeunes et des adultes	Jeunes en session d'alphabétisation	Nb			
		Adultes en session d'alphabétisation	Nb			

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
VOLET-A : Identification et mise à niveau des prestataires						26%
	71. Identification, Validation et Formation des PMER-hôtes	PMER-hôtes identifiées et validées	Nb	170	91	54%
		PMER-hôtes formées	Nb	180	46	26%
	72. Elaboration des référentiels techniques en Apprentissage des jeunes	Consultance / Etude	Nb	3	0	0%
VOLET-B : Apprentissage des jeunes et formation professionnelle						31%
	67. Réalisation d'études d'opportunités d'emploi et de sous-traitance	Consultance / Etude	Nb	6	0	0%
	68. Elaboration de Contrat / Convention avec les Centres de formation professionnelle	Centres de formation professionnelle contractés	Nb	39	14	36%
	69. Inscription des jeunes dans Centres de formation professionnelle partenaires	Jeunes inscrit en Formation professionnelle (*)	Nb	1 040	332	32%
		Jeunes certifiés après Formation professionnelle (*)	Nb	1 050	218	21%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	70. Mise en apprentissage des jeunes dans des PMER-hôtes agréés	Jeunes mis en apprentissage dans des PMER-hôtes (*)	Nb	2 316	1329	57%
		Jeunes apprentis ayant complété le cycle d'apprentissage (*)	Nb	2 186	880	40%
VOLET-C : Formation et création des MER						48%
	71. Recrutement nouveaux CE en appui – conseil – accompagnement des jeunes	CE recrutés	Nb	18	5	28%
	72. Réalisation de Formations en création d'entreprise aux néo-entrepreneurs	Jeunes néo-entrepreneurs formées en création d'entreprise	Nb	2 010	764	38%
	73. Dotation de Kit de démarrage aux jeunes néo-entrepreneurs	Jeunes néo-entrepreneurs bénéficiaires du kit	Nb	3 006	1135	38%
	74. Appui – conseil - accompagnement des jeunes néo-entrepreneurs	Jeunes néo-entrepreneurs accompagnés	Nb	1 681	572	34%
	75. Appui – conseil - accompagnement des Groupements de jeunes néo-entrepreneurs	Groupements de jeunes néo-entrepreneurs accompagnés	Nb	71	74	104%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
COMPOSANTE 3 : FINANCE RURALE					77%	
ACTIVITES						
VOLET- A : Faciliter l'accès aux services financiers						95%
	87. Développement et lancement de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins des MER vulnérables	Nouveaux produits financiers développés	Nombre	1	1	100%
	88. Ajustement des conditions d'adhésion et d'accès au crédit des MER	Procédures opérationnelles révisés	Nombre	2	1	50%
	89. Elaboration des fiches techniques simples de la FIR, de la FPR, et du FAE	Fiches techniques	Nombre	3	5	167%
	90. Formation des techniciens des IMF partenaires	Session de Formation - Consultance	Nombre	16	11	69%
	91. Formation des Conseillers d'entreprises, Encadreur et Cadres EPR	Session de Formation - Consultance	Nombre	16	10	63%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	92. Elaboration des fiches simples des conditions d'accès et des produits financiers s'adressant aux MER	Fiches	Nombre	4		
	93. Information communication et mobilisation des MER	Séance de mobilisation - Consultance	Nombre	42	52	124%
VOLET-B : Favoriser l'engagement du secteur financier en soutien aux MER						91%
	94. Octroi de la FIR	Montant du fonds FIR décaissé	Ariary	536 469 852	108 433 900	20%
	95. Octroi des subventions FIR	Dossiers de Crédits MLT remboursés intégralement sans incidents de remboursement	Nombre		#VALEUR!	
	96. Octroi du FAE	Montant du FAE décaissé	Ariary	237 640 233	7 957 050	3%
	97. Information communication et mobilisation des MER sur le FAE	Séances de communication – mobilisation réalisées	Nombre	34	85	250%
VOLET- C : Outils de gestion du risque						83%
	98. Sensibilisation des IMF partenaires à respecter les délais d'inscription des crédits octroyés au bénéfice de la FPR	Réunions - Séances de mobilisation réalisée	Ariary	4	5	125%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	99. Versement régulier des cotisations FPR par les IMF partenaires	Montant des cotisations versées	Ariary		0	
	100. Sensibilisation des IMF partenaires à respecter les délais de transmission des requêtes	Réunions - Séances de mobilisation réalisée	Nombre	4	5	125%
	101. Indemnisation des IMF pour les impayés plus de 90 jours	Montant indemnisation décaissé	Ariary	2 500 000	0	0%
VOLET- D : Assistance technique						38%
	102. Gestion et suivi des activités de la composante par le Programme PAFIM	Rapport d'activités	Nombre	4	4	100%
	103. Réalisation d'études spécifiques	Etudes spécifiques réalisées	Nombre	1	0	0%
	104. Visite échanges	Visite échange réalisée	Nombre	1	0	0%
	105. Réalisation de missions de suivi et/ou d'appui	Missions de suivi et/ou d'appui réalisées	Nombre	97	23	24%
	106. Réunions de travail et de suivi périodiques des IF/GUMS, IMF, EPR, EPN et des partenaires techniques et financiers	Réunions de travail réalisées	Nombre	260	175	67%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
COMPOSANTE 4: Infrastructures de marché et investissements structurants					36%	
SOUS-COMPOSANTE 41: Infrastructures publiques					31%	
ACTIVITES						
VOLET-A: Pistes rurales						31%
	109. Réalisation Etudes de faisabilité technico-économique	APD Pistes rurales reliées au réseau national finalisés	Nb	0		
		APD Pistes rurales finalisés	Nb	0		
		APD Puits finalisés	Nb	5	0	0%
		APD Système gravitaire finalisé	Nb	0		
		APS Marché de gros finalisé	Nb	2	2	100%
	110. Mobilisation des communes bénéficiaires à la constitution d'un fonds d'entretien routier	Commune mobilisée	Nombre	5	4	80%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
	111. Réalisation des travaux de réhabilitation des pistes	Pistes rurales reliées au réseau national réceptionnées	Nombre	9	7,4	82%
		Pistes rurales réceptionnées	Nombre	5	2,9	58%
		Puits réceptionnés	Nombre	12	5	42%
		Système gravitaire réceptionnés	Nombre	0		
		Marchés de gros réceptionnés	Nombre	5	2,3	46%
	112. Elaboration des modèles de textes statutaires des AUP	Modèle de textes statutaires AUP	Nombre	1	0	0%
	113. Elaboration de Modèle de convention entre AUP et Commune	Modèle de convention AUP/Commune	Nombre	2	0	0%
	114. Elaboration de Manuel de gestion d'entretien	Manuel de gestion d'entretien	Nombre	3	0	0%
SOUS-COMPOSANTE 2: Investissements collectifs de soutien aux filières						42%
<u>ACTIVITES</u>						
VOLET-A: Bâtiments et kits collectifs						42%
	116. Réalisation des Etudes de faisabilité technico-économique, contrôles et surveillance	APD Kit électricité Groupes électrogène GF finalisés	Nombre	2	0	0%
		APD Kit électricité Groupes électrogène PF finalisés	Nombre	0	0	

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		APD Kit panneaux solaires finalisés	Nombre	10	2	20%
		APD Centrales d'approvisionnement en intrant agricoles finalisés	Nombre	0	0	
		APD Points de collecte finalisés	Nombre	0	0	
		APD Point de collecte pour Centre pilote SADE finalisés	Nombre	1	1	100%
		APD Pavillons d'exposition points de vente finalisés	Nombre	0	2	
		APD Hangar pour unité de technologie rurale Centre pilote SADE finalisés	Nombre	1	1	100%
		APD Magasins de stockage finalisés	Nombre	0	0	
		APD Centre de multiplication de plants finalisés	Nombre	0	0	
		APD Bâtiment pour atelier de transformation et de conditionnement finalisés	Nombre	4	4	100%
		APD Bureau CCI finalisé	Nombre	2	2	100%
		APD Antennes CCI finalisés	Nombre	0	0	
		APD Centres d'affaires polyvalents d'accueil des groupements finalisés	Nombre	5	4	80%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		APD Centres polyvalents d'affaire pour Centre pilote SADE finalisés	Nombre	1	1	100%
117. Réalisation des travaux de construction et de réhabilitation		Kit électricité Groupes électrogène GF réceptionné	Nombre	4	0	0%
		Kit électricité Groupes électrogène PF réceptionné	Nombre	11	7	64%
		Kit panneaux solaires réceptionné	Nombre	46	10	22%
		Centrales d'approvisionnement en intrant agricoles réceptionnés	Nombre	3	2	67%
		Points de collecte réceptionnés	Nombre	2	2	100%
		Point de collecte pour Centre pilote SADE réceptionnés	Nombre	1	0	0%
		Pavillons d'exposition points de vente réceptionnés	Nombre	21	16,2	77%
		Hangar pour unité de technologie rurale Centre pilote SADE réceptionné	Nombre	1	0	0%
		Magasins de stockage réceptionnés	Nombre	3	3	
		Centre de multiplication de plants réceptionné	Nombre	13	11,4	88%
		Bâtiment pour atelier de transformation et de conditionnement	Nombre	18	11,6	64%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
		réceptionné				
		Bureau CCI réceptionné	Nombre	5	3,35	67%
		Antennes CCI réceptionné	Nombre	1	1	100%
		Centres d'affaires polyvalents d'accueil des groupements réceptionnés	Nombre	12	6,8	57%
		Centres polyvalents d'affaire pour Centre pilote SADE réceptionnés	Nombre	3	0	0%
	118. Elaboration d'un modèle de manuel de gestion d'entretien	Manuel de recouvrement de coûts et d'entretien	Nombre	5	0	0%

CODE	DESCRIPTION	IOV				
		Libellé	Unité	PREVISION TOTALE	REALISES	%
COMPOSANTE 5 : SUIVI-EVALUATION, CAPITALISATION ET COMMUNICATION						52%
SOUS COMPOSANTE 5.1: PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION						59%
ACTIVITES						
VOLET- A : Equipe PROSPERER Nationale						63%
	125. Acquisition d'équipements	BC et conventions exécutés	nb	8	5	63%
VOLET- B : Suivi et Evaluation						55%
	Révision Dispositif SE					
	126. Révision du Cadre Logique (CL)	Cadre Logique révisé	nb	1	1	100%
	127. Elaboration du Plan de SE	Plan SE finalisé	nb	1	0	0%
	128. Adaptation des outils SE	Outils SE finalisé	nb	1	0	0%
	Etude et contrat					
	129. Enquête baseline/à mi-parcours/Finale	Enquête réalisée	nb	1	1	100%
	130. Enquête AMED	Enquête AMED réalisé	nb	4	0	0%
	131. Enquête adoption (Formation, innovation technologique)	Enquête adoption réalisée	nb	9	2	22%

	132. Enquête revenu	Enquête revenu réalisée	nb	5	0	0%
	133. Evaluation participative avec les bénéficiaires	Evaluation participative réalisée	nb	5	4	80%
	134. Ateliers de préparation du PTBA	Ateliers tenus	nb	6	4	67%
	135. Audit des comptes	Audit réalisé	nb	1	1	100%
	Formation					
	136. Formation du personnel du Programme	SE	nb	11	14	127%
		GENRE	nb	1	0	
		Langue Anglaise	nb	18	17	94%
		Passation de Marché	nb	2	1	50%
		Chaîne de valeur	nb	28	28	100%
		Culture entrepreneuriale	nb	0	0	
		Communication	nb	12	1	8%
		Management et leadership	nb	2	0	0%
		Rédaction d'article, prise de vue et montage	nb	8	6	75%
	137. Réalisation des réunions de coordination	réunion de coordination réalisée	nb	4	1	25%
	Assistance technique					
	138. Appui Méthodologique	Consultance	nb	1	1	100%
SOUS COMPOSANTE 5.2: CAPITALISATION DES SAVOIRS ET COMMUNICATION						45%
ACTIVITES						
VOLET-A : Campagnes de sensibilisation aux objectifs et prestations fournis par le Programme						48%
	145. Réalisation campagne de mobilisation	Consultance spécialisée	nb	24	15,66	65%

	146. Réalisation campagne de promotion de la culture entrepreneuriale	Consultance spécialisée	nb	16	5	31%
VOLET-B : Identification et renforcement des capacités des prestataires de communication						20%
	147. Renforcement de capacités des partenaires en communication	Partenaires renforcés	nb	10	4	40%
		Personnels des partenaires formés	nb	4	0	0%
VOLET-C : Mise en place et renforcement des centres d'information régionaux et de points d'information par district						43%
	148. Mise en place des centres d'information régionaux - CIPE	Nouveau CIPE régionaux ouverts	nb	4	1	25%
		CIPE régionaux renforcés - appuyés	nb	9	5,5	61%
VOLET-D : Promotion d'outils et moyens de communication en milieu rural (radio locale, TV)						48%
	149. Elaboration Plan de communication	Plan de communication régional élaboré	nb	1	2	
	150. Développement d'outils et moyens de communication en milieu rural	Documentaire réalisé	nb documentaires réalisés	22	10	45%
		Nombre de parution MIOITRA	nb de parution MIOITRA	6	3	50%
VOLET-E : Capitalisation des expériences du projet et des « success stories »						65%
	151. Capitalisation des expériences du Programme	Success stories des MER capitalisés	nb	37	32	86%
		Success stories du Programme capitalisés	nb	17	3	18%
		Etudes de cas réalisés	nb	12	8	67%

	152. Promotion des résultats et expériences	Nbre d'actions de promotion des résultats et expériences tenues	nb	7	8	114%
	153. Mise à jour du site web	Site web relooké	nb	1	1	100%
		Nbre de mise à jour du site web	nb	60	2	3%

Indicateur RIMS

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Table 5A : Exécution effective des obligations de financement par source de financement au 31 OCTOBRE 2013

Source de Financement	Approuvé (US\$ '000)	Alloué (US\$ '000)	Déboursé (USD '000)	Pourcentage Déboursement
Prêt FIDA	17 788	17 788	17 399	97.81%
Prêt FIDA TOP UP	11 200	11 200	0	0.00%
Don FIDA	210	210	0	0.00%
OFID	4 994	4 994	3 073	61.52%
FENU	606	606	0	0.00%
Gouvernement	4 512	4 512	1 631	36.16%
Bénéficiaires	2 210	2 210	338	15.28%
Total	41 520	41 520	22 441	54.05%

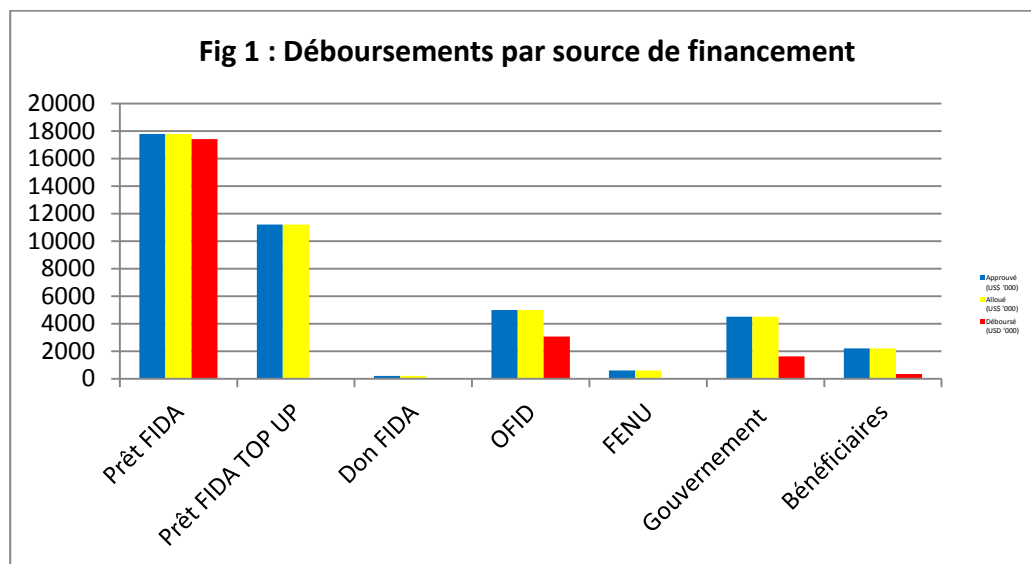
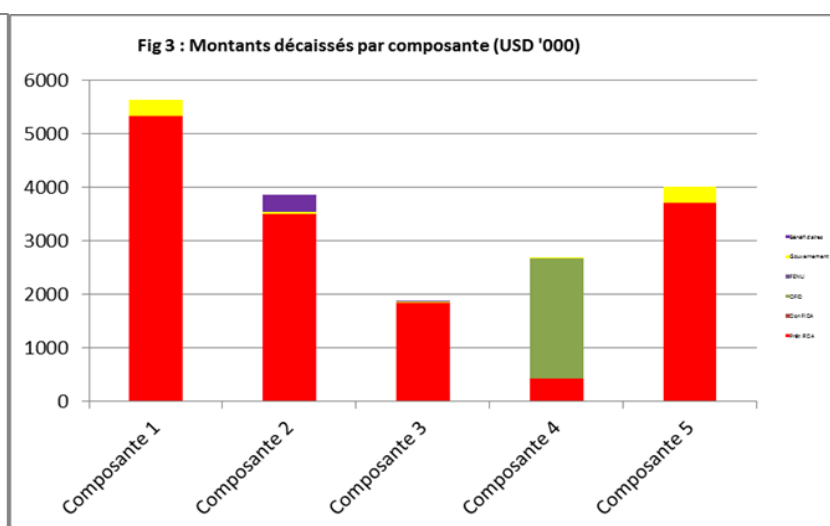
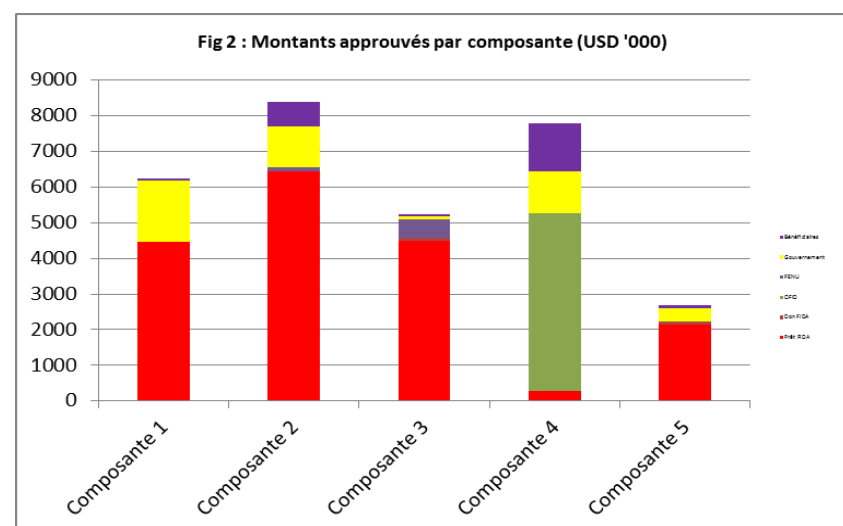
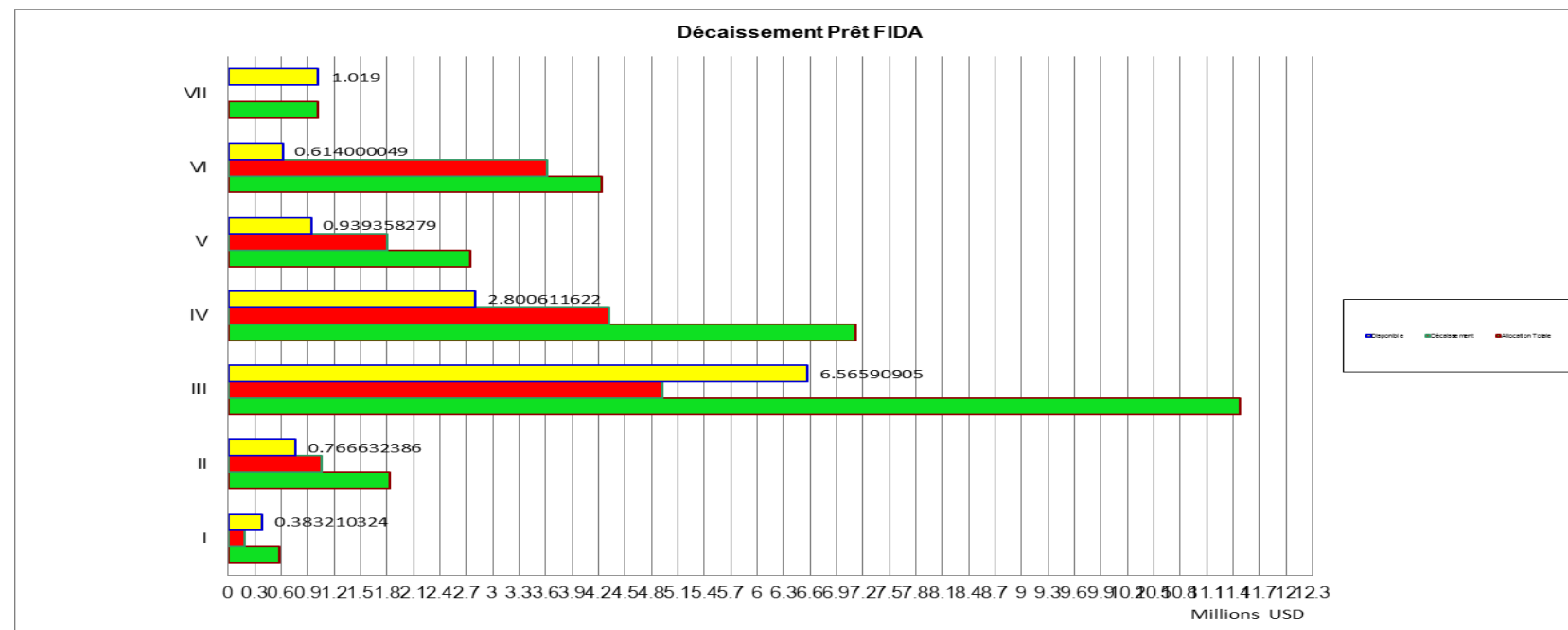
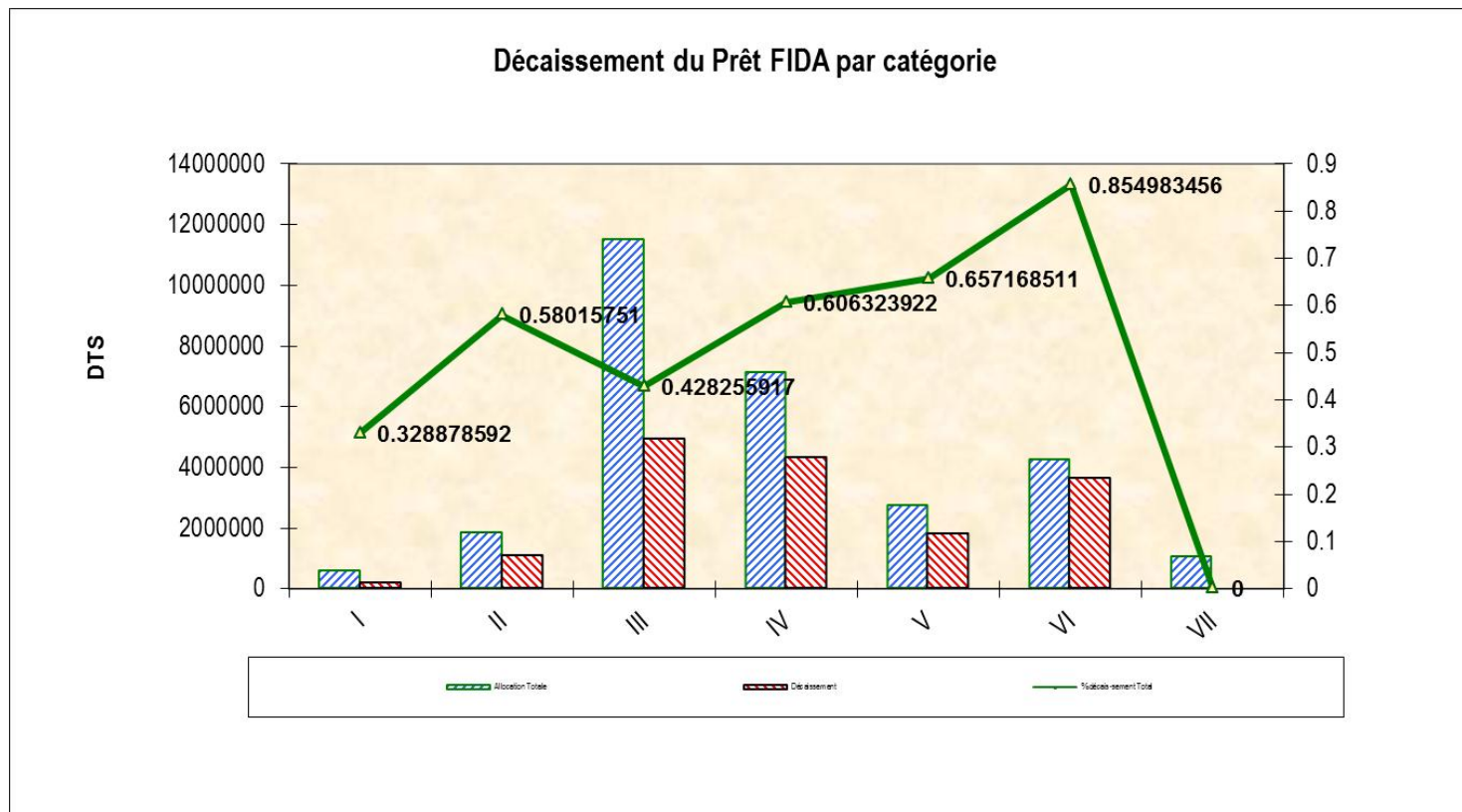


Table 5B : Exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante au 31 OCTOBRE 2013 (USD '000)																						
		Prêt FIDA			Don FIDA			OFID			FENU			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Composante	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%
Composante 1	Mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions	4 456	5 326	119.53%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 730	316	18.28%	61	-	0.00%	6 247	5 642	90.32%
Composante 2	Services d'appui aux MER et formation professionnelle	6 451	3 509	54.39%	-	-	-	-	-	-	106	-	-	1 148	25	2.18%	681	333	48.84%	8 386	3 866	46.10%
Composante 3	Finances rurales et gestion des risques	4 481	1 846	41.20%	102	-	-	-	-	-	500	-	-	87	5	6.21%	60	5	8.33%	5 230	1 857	35.50%
Composante 4	Infrastructures de marché et investissements structurants	269	423	157.21%	-	-	-	4 994	2 247	-	-	-	-	1 175	19	1.64%	1 342	-	0.00%	7 780	2 689	34.56%
Composante 5	Suivi-évaluation, capitalisation - communication	2 131	3 708	174.02%	108	-	-	-	-	-	-	-	-	372	299	80.27%	66	-	0.00%	2 677	4 007	149.68%
	Total	17 788	14 812	83.27%	210	-	-	4 994	2 247	44.99%	606	-	-	4 512	664	14.73%	2 210	338	15.28%	30 320	18 061	59.57%



Description de la catégorie	Allocation Initiale	Budget réalloué	Allocation Supplémentaire	Allocation Totale	Décaissement	Disponible	% décaissement Initial	% décaissement Total
I Infrastructures	245 000.00	268 000.00	303 000.00	571 000.00	187 789.68	383 210.32	70.07%	32.89%
II Equipement, Matériels et Moyens de Transport	1 020 000.00	1 221 000.00	605 000.00	1 826 000.00	1 059 367.61	766 632.39	86.76%	58.02%
III Formation et Renforcement des Capacités	5 940 000.00	5 940 000.00	5 544 000.00	11 484 000.00	4 918 090.95	6 565 909.05	82.80%	42.83%
IV Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	3 411 000.00	4 392 000.00	2 722 000.00	7 114 000.00	4 313 388.38	2 800 611.62	98.21%	60.63%
V Fonds d'Appui à la Finance Rurale	4 130 000.00	2 640 000.00	100 000.00	2 740 000.00	1 800 641.72	939 358.28	68.21%	65.72%
VI Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	2 442 000.00	3 327 000.00	907 000.00	4 234 000.00	3 619 999.95	614 000.05	108.81%	85.50%
VII Non alloué	600 000.00	-	1 019 000.00	1 019 000.00	-	1 019 000.00	0.00%	0.00%
Dépôt initial	-	-	-	-	1 500 000.00	- 1 500 000.00	non budgétisé	non budgétisé
Total	17 788 000.00	17 788 000.00	11 200 000.00	28 988 000.00	17 399 278.29	11 588 721.71	97.81%	60.02%





ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL									
Titre du Programme : Programme de Soutien aux Pôles de micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales									
Prêt du FIDA N° : 737-MG									
NUMÉRO DE COMPTE : COMPTE SPÉCIAL N° 00009 05000 15735460010 87									
AUPRÈS DE LA BANQUE : BANK OF AFRICA - MADAGASCAR									
1.	MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA						USD	1 500 000.00	
2.	MOINS : MONTANT TOTAL RECOUVRÉ PAR LE FIDA						- USD	-	
3.	ÉQUIVAUT AU MONTANT ACTUEL NON REMBOURSÉ AVANCÉ SUR LE COMPTE SPÉCIAL (1-3)						= USD	1 500 000.00	
4.	SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL TEL QUE FIGURANT SUR LE RELEVÉ BANCAIRE JOINT EN DATE DU : 31.10.2013						USD	313 803.82	
5.	PLUS : SOLDE DU OU DES COMPTE(S) DE PROGRAMME						+ USD	-	
	PLUS : SOLDE DES SOUS-COMPTES						+ USD	-	
	PLUS : DISPONIBILITÉS						+ USD	-	
	Sous total de 5:						USD	-	
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES, DES COMPTES DE PROGRAMME,									
DES SOUS-COMPTES ET DES DISPONIBILITÉS (4 + 5) :							= USD	313 803.82	
6.	PLUS : MONTANT TOTAL FIGURANT DANS CETTE DEMANDE N° EN COURS						+ USD	472 251.12	
			DEMANDE N°	USD	MONTANT				
			075 CS	USD	378 100.87				
			076 CS	USD	94 150.25				
			SOUS TOTAL		472 251.12				
7.	PLUS : MONTANT TOTAL RETIRÉ DU COMPTE SPÉCIAL/COMPTE DE PROGRAMME ET NON ENCORE SOLlicité						+ USD	5 604.93	
	RAISON:		Montant éligible pour lequel une demande de décaissement n'a pas encore été préparée						
	LIBELLE	REF.	MONTANT	Monnaie	TAUX	Equivalent en USD	Ref. Relevé		
	Pour Compte CR ANALAMANGA 6 ^{ème} Forum Economique des Iles de l'Océan Indien aux Seychelles du 19 au 22/10/2010 Paieement Frais de Participation 2 Vice Président FCCIM	BR 191/USD du 15.10.2010	300.00	EURO	0.60	497.99	28/3		
	Réapprovisionnement Compte d'Avance Coordination Régionale Analamanga REAPPRO N° 025 CRA - RELIQUAT	BR 276/USD du 09.05.2011	5 015 000.00	MGA	1 968.00	2 548.27	35/5		
	Réapprovisionnement Compte d'Avance Coordination Régionale Analamanga REAPPRO N° 030 CRA - RELIQUAT	BR 314/USD du 27.07.2011	5 015 000.00	MGA	1 960.00	2 558.67	38/10		
	SOUS TOTAL					5 604.93			
8.	PLUS : MONTANTS SOLlicités DANS DES DEMANDES ANTÉRIEURES MAIS NON ENCORE CRÉDITES								
	À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET RECLAMÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE								
		DEMANDE N°	Date	USD	MONTANT				
		073 CS	10-Oct-13	USD	366 860.50				
		074 CS	28-Oct-13	USD	341 479.63				
		SOUS TOTAL		708 340.13					
	SOUS-TOTAL DES DEMANDES ANTÉRIEURES NON ENCORE CRÉDITÉES :						+ USD	708 340.13	
9.	MOINS : INTÉRÊTS ÉCHUS						- USD	-	
10.	MONTANT TOTAL DE L'AVANCE COMPTABILISÉE (N° 4 À N° 9)						= USD	1 500 000.00	
11.	EXPLICATION DE LA DISCORDANCE ÉVENTUELLE ENTRE LE TOTAL						+ USD	-	
	INDIQUÉ À LA RUBRIQUE N° 3 ET CELUI INDIQUÉ À LA RUBRIQUE N° 10								
	LIBELLE	REF.	MONTANT	Monnaie	TAUX	Equivalent en USD	Ref. Relevé Bancaire		
	SOUS TOTAL					-			
12.	DATE:			SIGNATURE :					
							Nom :	RAHARISOA Clémence	
							Titre :	Le CHEF DU SERVICE DU SUIVI DES EMPRUNTS EXTERIEURS	

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL							
Titre du Programme : PROgramme de Soutien aux Pôles de micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales							
Prêt du OFID N° : 1212-P							
NUMÉRO DE COMPTE : COMPTE SPÉCIAL N° 00005 03007 26635500170 62							
AUPRÈS DE LA BANQUE : CA BNI ZENITH MADAGASCAR							
1.	MONTANT AVANCÉ PAR L'OFID						USD 500 000.00
2.	MOINS : MONTANT TOTAL RECOUVRÉ PAR LE FIDA						- USD -
3.	ÉQUIVAUT AU MONTANT ACTUEL NON REMBOURSÉ AVANCÉ SUR LE COMPTE SPÉCIAL (1-3)						= USD 500 000.00
4.	SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL, TEL QUE FIGURANT SUR LE RELEVÉ BANCAIRE JOINT EN DATE DU : 31.10.2013						USD 226 194.73
5.	PLUS : SOLDE DU OU DES COMPTE(S) DE PROGRAMME						+ USD -
	PLUS : SOLDE DES SOUS-COMPTES						+ USD -
	PLUS : DISPONIBILITÉS						+ USD -
	Sous total de 5:						USD -
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES, DES COMPTES DE PROGRAMME, DES SOUS-COMPTES ET DES DISPONIBILITÉS (4 + 5) :						= USD 226 194.73	
6.	PLUS : MONTANT TOTAL FIGURANT DANS CETTE DEMANDE N° EN COURS (019 CS)						+ USD 81 400.78
7.	PLUS : MONTANT TOTAL RETIRÉ DU COMPTE SPÉCIAL/COMPTE DE PROGRAMME ET NON ENCORE SOLlicitÉ						+ USD 955.38
RAISON: <u>Montant éligible pour lequel une demande de décaissement n'a pas encore été préparée.</u>							
	LIBELLE	REF.	MONTANT	Monnaie	TAUX	Equivalent en USD	Réf. Relevé
	Frais Bancaire PREFINANCEMENT FIDA N° 001 et 002		39.32	USD	1.00	39.32	
	Reliquat DRF 005 CS et 006 CS A IDENDIFIER		513.64	USD	1.00	513.64	
	Reliquat DRF 007 CS A IDENDIFIER		365.92	USD	1.00	365.92	
	Reliquat DRF 017 CS A IDENDIFIER		36.50	USD	1.00	36.50	
			-			-	
	SOUS TOTAL					955.38	
8.	PLUS : MONTANTS SOLlicitÉS DANS DES DEMANDES ANTÉRIEURES MAIS NON ENCORE CRÉDITES						
	À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET RECLAMÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE						
		DEMANDE N°	Date	Monnaie	MONTANT		
		018 CS OFID	17-Oct-13	USD	191 449.11		
		SOUS TOTAL			191 449.11		
	SOUS-TOTAL DES DEMANDES ANTÉRIEURES NON ENCORE CRÉDITÉES :						+ USD 191 449.11
9.	MOINS : INTÉRÊTS ÉCHUS						- USD -
10.	MONTANT TOTAL DE L'AVANCE COMPTABILISÉE (N° 4 À N° 9)						= USD 500 000.00
11.	EXPLICATION DE LA DISCORDANCE ÉVENTUELLE ENTRE LE TOTAL INDIQUÉ À LA RUBRIQUE N° 3 ET CELUI INDIQUÉ À LA RUBRIQUE N° 10						+ USD -
	LIBELLE	REF.	MONTANT	Monnaie	TAUX	Equivalent en USD	Réf. Relevé Bancaire
	SOUS TOTAL					-	
12.	DATE:			SIGNATURE :			
				Nom : RAHARISOA Clémence			
				Titre : Le CHEF DU SERVICE DU SUIVI DES EMPRUNTS EXTERIEURS			

République de Madagascar

Programme de soutien aux pôles de Micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER)

Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 4 décembre 2013

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

SUIVI DES DRFS FIDA PAR CATEGORIE FINANCIERE AU 31 OCTOBRE 2013											
Catégorie	I	II	III	IV	V	VI	VII				
Description de la catégorie	Infrastructures	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	Formation et Renforcement des Capacités	Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	Fonds d'Appui à la Finance Rurale	Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	Non alloué	Dépôt initial	Total en DTS	Taux DTS	Total en USD
DRF 001	-	-	-	-	-	-	-	614 258.17	614 258.17	1.627980	1 000 000.02
DRF 002	-	195 374.67	-	-	-	-	-	-	195 374.67	1.496330	292 344.98
DRF 003	-	102 059.08	-	-	-	-	-	-	102 059.08	1.487850	151 848.60
DRF 004	16 406.75	-	-	-	-	-	-	-	16 406.75	1.498350	24 583.05
DRF 005	3 331.91	22 937.57	42 478.91	14 322.95	-	95 886.70	-	-	178 958.04	1.559180	279 027.80
DRF 006	-	27 724.80	17 966.94	47 116.34	-	73 981.26	-	-	166 819.34	1.562850	260 713.61
DRF 007 A	-	43 740.89	8 223.67	10 204.92	-	24 211.36	-	-	86 380.84	1.589890	137 336.03
DRF 007 B	-	17 060.28	-	-	-	-	-	-	17 060.28	1.527970	26 067.60
DRF 008	-	5 543.79	26 990.77	34 044.67	-	65 229.61	-	-	131 808.84	1.583400	208 706.12
DRF 009	4 854.32	3 719.55	50 990.65	35 036.32	-	33 457.70	-	-	128 058.54	1.571290	201 217.10
DRF 010	-	9 298.97	31 259.71	42 132.30	-	59 601.75	-	-	142 292.73	1.560720	222 079.11
DRF 011	315.17	31 963.34	77 019.29	25 539.47	-	50 616.42	-	-	185 453.69	1.540390	285 671.01
DRF 012	393.26	17 192.58	67 350.89	47 529.68	-	24 864.00	-	-	157 330.41	1.531560	240 960.96
DRF 013	-	21 167.55	19 171.54	30 864.72	-	16 165.43	-	-	87 369.24	1.519760	132 780.28
DRF 014	72.24	2 012.50	42 364.86	40 603.87	5 570.23	33 640.43	-	-	124 264.13	1.501460	186 577.62
DRF 015	578.99	485.54	47 063.46	28 280.12	12 200.05	46 084.16	-	-	134 692.32	1.497550	201 708.48
DRF 016	43.33	13 781.58	40 052.02	28 559.61	22 740.47	34 633.59	-	-	139 810.60	1.470370	205 573.31
DRF 017	1 030.62	7 181.34	47 905.24	44 368.15	10 870.40	74 064.48	-	-	185 402.23	1.514840	280 854.71
DRF 018	-	-	-	-	-	-	-	330 205.20	330 205.20	1.514210	500 000.00
DRF 019	504.50	6 387.97	51 393.01	52 291.87	7 124.47	38 200.85	-	-	155 902.67	1.552040	241 967.18
DRF 020	241.84	12 578.89	56 871.29	76 203.26	2 854.93	47 654.17	-	-	196 204.38	1.531730	300 532.16
DRF 021	86.22	18 709.35	59 083.45	60 673.35	4 971.22	57 042.39	-	-	200 565.98	1.531730	307 212.95
DRF 022	4 095.34	10 291.81	85 441.21	45 737.73	1 277.35	46 296.34	-	-	193 139.78	1.567450	302 736.95
DRF 023	711.22	7 455.94	77 753.26	66 991.20	5 469.39	39 387.99	-	-	197 769.00	1.622320	320 844.60
DRF 024	2 498.35	6 774.49	74 026.63	41 627.82	9 649.24	66 599.05	-	-	201 175.58	1.592980	320 468.68
DRF 025	391.42	2 177.28	60 672.59	70 407.16	16 267.34	39 886.13	-	-	189 801.92	1.600550	303 787.46
DRF 026	-	-	-	-	79 577.55	-	-	-	79 577.55	1.554390	123 694.55
DRF 027	-	-	-	-	24 347.85	-	-	-	24 347.85	1.554390	37 846.05
DRF 028	-	-	-	16 919.53	-	-	-	-	16 919.53	1.567240	26 516.96
DRF 029	987.16	15 855.24	64 408.12	63 030.44	3 053.47	62 519.68	-	-	209 854.11	1.561710	327 731.26
DRF 035	892.74	4 536.02	100 057.24	89 566.15	1 803.87	62 673.75	-	-	259 529.77	1.590920	412 891.10
DRF 036	296.65	2 408.96	20 573.30	17 771.89	4 422.19	12 922.10	-	-	58 395.09	1.569790	91 668.03
DRF 037	-	-	-	17 992.79	-	27 742.46	-	-	45 735.25	1.536690	70 280.90
DRF 038	2 240.20	4 177.86	101 152.95	77 958.87	1 959.85	71 799.01	-	-	259 288.74	1.543140	400 118.83
DRF 039	24 916.01	-	-	-	-	-	-	-	24 916.01	1.541750	38 414.26
DRF 040	1 353.40	5 271.65	116 778.71	86 292.01	58 632.84	49 146.14	-	-	317 474.75	1.543140	489 907.99
DRF 041	14 392.62	389.21	175 881.29	121 353.65	14 140.11	42 210.68	-	-	368 367.56	1.548530	570 428.22
DRF 042	440.71	-	40 399.87	29 074.78	2 282.78	27 910.05	-	-	100 108.19	1.542420	154 408.87
DRF 043	-	-	14 445.96	-	-	-	-	-	14 445.96	1.545000	22 319.00
DRF 044	-	-	-	-	12 892.73	-	-	-	12 892.73	1.546610	19 940.03
DRF 045	2 834.88	986.02	34 873.65	138 587.28	2 093.18	21 044.92	-	-	200 419.93	1.543280	309 304.07
DRF 046	-	-	-	-	32 398.53	-	-	-	32 398.53	1.543280	50 000.00
DRF 047	1 867.20	-	88 718.83	54 616.46	8 202.39	40 828.49	-	-	194 233.37	1.534140	297 981.18
DRF 048	2 885.54	86.57	55 728.68	78 959.23	12 448.00	47 947.83	-	-	198 055.85	1.534140	303 845.40
DRF 049	-	-	-	-	14 854.31	-	-	-	14 854.31	1.534140	22 788.59
DRF 050	658.14	420.15	59 055.54	68 450.19	30 283.10	47 877.27	-	-	206 744.39	1.513430	312 893.16
DRF 051	-	-	-	-	97 399.43	-	-	-	97 399.43	1.519750	148 022.78
DRF 052	-	-	-	-	42 737.37	-	-	-	42 737.37	1.516710	64 820.20
DRF 053	-	-	-	-	120 587.01	-	-	-	120 587.01	1.513430	182 500.00
DRF 054	1 294.60	8 664.46	70 603.22	55 648.93	21 110.85	53 381.41	-	-	210 703.47	1.501030	316 272.23
DRF 055	1 804.78	3 045.94	65 387.42	68 634.34	10 804.22	45 304.25	-	-	194 980.95	1.543330	300 919.95
DRF 056	867.71	39 605.32	60 680.05	51 376.12	4 172.21	51 240.86	-	-	207 942.27	1.540000	320 231.10
DRF 057	-	-	-	-	64 834.70	-	-	-	64 834.70	1.525490	98 904.69
DRF 058	-	-	-	-	52 184.49	-	-	-	52 184.49	1.524930	79 577.69
DRF 059	-	-	-	-	33 875.87	-	-	-	33 875.87	1.524930	51 658.33
DRF 060	715.88	961.63	89 148.78	71 731.40	1 328.97	38 965.56	-	-	202 852.22	1.534810	311 339.62
DRF 061	1 377.99	2 923.06	75 785.79	70 197.04	13 458.71	39 037.91	-	-	202 780.50	1.545540	313 405.37
DRF 062	1 525.96	134.06	79 696.27	80 141.31	1 297.39	42 656.56	-	-	205 451.55	1.532080	314 768.21
DRF 063	1 956.24	315.50	100 374.97	66 134.61	125.35	51 546.06	-	-	220 452.73	1.541340	339 792.61
DRF 064	1 358.42	2 064.65	101 327.69	87 893.46	695.93	41 522.69	-	-	234 862.84	1.500130	352 324.79
DRF 065	-	-	-	-	33 330.44	-	-	-	33 330.44	1.500130	50 000.00
DRF 066	2 872.14	2 948.10	87 718.58	58 708.44	2 858.25	55 219.94	-	-	210 325.45	1.503510	316 226.42
DRF 067	3 050.75	1 879.34	108 354.79	103 325.47	1 952.11	78 396.72	-	-	296 959.18	1.490750	442 691.90
DRF 068	4 413.97	3 183.14	107 815.40	72 737.34	2 043.59	64 875.79	-	-	255 069.23	1.498880	382 318.17
DRF 069	4 759.17	3 730.42	86 614.71	78 583.31	230.85	93 434.77	-	-	267 353.23	1.534080	410 141.24
DRF 070 en cours	-	-	-	-	164 026.33	-	-	-	164 026.33	1.534080	251 629.52
DRF 071 en cours	-	-	-	-	58 070.34	-	-	-	58 070.34	1.534080	89 084.55
DRF 072 en cours	-	-	-	-	41 386.96	-	-	-	41 386.96	1.534080	63 490.91
DRF 073 en cours	2 306.83	1 566.59	91 775.39	79 071.66	3 698.44	60 721.48	-	-	239 140.39	1.534080	366 860.50
DRF 074 en cours	2 282.66	384.59	89 107.51	81 908.55	1 480.01	47 432.40	-	-	222 595.71	1.534080	341 479.63
DRF 075 en cours	902.75	426.44	35 409.71	20 916.08	293.29	3 424.17	-	-	61 372.45	1.534080	94 150.25
Décaissement Cumulé	120 810.58	691 584.68	3 105 983.82	2 750 116.83	1 176 170.95	2 249 268.76	-	944 463.37	11 038 399.00	-	17 021 189.47

République de Madagascar
Programme de soutien aux pôles de Micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 20 novembre – 4 décembre 2013
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

SUIVI DES DRFS OFID AU 31 OCTOBRE 2013																
PAIEMENT SUR COMPTE SPECIAL OFID																
REF.	Monnaie	Taux	DATE de la DRF	DATE D'ENVOI par DHL à Nairobi et Rome	SOUS COMPOSANTE 4.1 (i) Travaux Construction / Réhabilitation Pistes Rurales et Voies de Raccordement	SOUS COMPOSANTE 4.1 (ii) Travaux d'Adduction d'Eau Potable	SOUS COMPOSANTE 4.1 (iii) Travaux Bâtiment pour Marchés de Gros	SOUS COMPOSANTE 4.2 (iv) Fournitures Groupes Electrogènes	SOUS COMPOSANTE 4.2 (v) Travaux Construction Centres Polyvalents d'Affaires	SOUS COMPOSANTE 4.2 (vi) Travaux Construction / Réhabilitation Magasins de stockage, Points de Vente, Pavillons d'Exposition	SOUS COMPOSANTE 4.2 (vii) Travaux Construction / Réhabilitation Atelier de Transformation et de Conditionnmts	COMPTE SPECIAL	MONTANT DE LA DEMANDE en USD	DATE DE VALEUR	DATE POSITION à la CA BNI	DUREE REAPPRO en jour
001 CS	USD		02-Sep-09	02-Sep-09	-	-	-	-	-	-	-	500 000.00	500 000.00		30-Jun-11	658
002 CS	USD		12-Oct-10	25-Oct-10	160 841.89	-	1 154.97	-	-	-	-	-	161 996.86		14-Mar-11	139
003 CS	USD		15-Apr-11	03-May-11	72 802.19	-	-	-	-	-	-	-	72 802.19		06-Jul-11	63
004 CS	USD		14-May-11	01-Jun-11	95 559.84	27 599.34	29 823.22	-	-	-	-	-	152 982.40		06-Jul-11	35
005 CS	USD		12-Aug-11	01-Sep-11	73 478.09	-	27 217.54	-	-	-	53 842.32	-	154 537.95		26-Dec-11	115
006 CS	USD		28-Oct-11	28-Oct-11	-	-	-	-	-	170 025.64	-	-	170 025.64		26-Dec-11	58
007 CS	USD		17-Mar-12	16-Apr-12	24 654.27	3 222.95	-	2 633.93	-	94 621.55	4 813.86	-	129 946.56		10-May-12	24
008 CS	USD		12-Jul-12	08-Aug-12	14 380.86	2 847.63	1 226.34	4 060.17	1 979.00	97 061.09	7 699.64	-	129 254.73		12-Sep-12	34
009 CS	USD		20-Nov-12	07-Dec-12	43 530.79	-	-	1 810.99	25 299.13	41 617.28	17 563.89	-	129 822.08		24-Jan-13	47
010 CS	USD		02-Jan-13	21-Jan-13	41 257.97	-	2 647.67	14 291.96	21 479.47	59 019.52	51 324.11	-	190 020.70		18-Feb-13	27
013 CS	USD		19-Mar-13	28-Mar-13	84 787.93	11 242.69	13 618.03	2 492.79	18 929.43	14 678.82	58 974.46	-	204 724.15		02-May-13	34
014 CS	USD		03-May-13	13-May-13	88 658.66	12 434.01	586.49	-	3 034.83	29 007.39	39 942.72	-	173 664.10	11-Jul-13	12-Jul-13	59
015 CS	USD		19-Jun-13	02-Jul-13	14 703.69	-	394.68	-	26 825.12	-	78 204.80	-	120 128.29	23-Jul-13	24-Jul-13	22
016 CS	USD		02-Jul-13	09-Jul-13	43 465.83	-	13 452.16	-	-	39 863.55	41 073.51	-	137 855.05		31-Jul-13	22
017 CS	USD		14-Aug-13	05-Sep-13	69 107.16	-	1 632.29	-	47 222.06	43 641.71	35 917.75	-	197 520.97		02-Oct-13	27
018 CS	USD		17-Oct-13	23-Oct-13	42 878.26	-	-	-	74 227.71	38 831.93	35 511.21	-	191 449.11		25-Nov-13	32
019 CS	USD		EN COURS	EN COURS	29 838.88	-	-	-	40 941.73	5 643.52	4 976.65	-	81 400.78			
TOTAL EN USD					899 946.31	57 346.62	91 753.39	25 289.84	259 938.48	634 012.00	429 844.92	500 000.00	2 898 131.56			49

PAIEMENT DIRECT																
REF.	Monnaie	Taux	DATE de la DRF	DATE D'ENVOI par DHL à Nairobi et Rome	SOUS COMPOSANTE 4.1 (i) Travaux Construction / Réhabilitation Pistes Rurales et Voies de Raccordement	SOUS COMPOSANTE 4.1 (ii) Travaux d'Adduction d'Eau Potable	SOUS COMPOSANTE 4.1 (iii) Travaux Bâtiment pour Marchés de Gros, Points de Vente, Pavillons d'Exposition	SOUS COMPOSANTE 4.2 (iv) Fournitures Groupes Electrogènes	SOUS COMPOSANTE 4.2 (v) Travaux Construction Centres Polyvalents d'Affaires	SOUS COMPOSANTE 4.2 (vi) Travaux Construction / Réhabilitation Pavillons d'Exposition	SOUS COMPOSANTE 4.2 (vii) Travaux Construction / Réhabilitation Atelier de Transformation Conditionnement	COMPTE SPECIAL	MONTANT DE LA DEMANDE en USD	MONTANT DE LA DEMANDE en Monnaie de Paiement	DATE DE VALEUR PAIEMENT par FIDA	DUREE CIRCUIT en jour
011	MGA	2 100.00	16-Jan-13	21-Jan-13	46 926.76	-	-	-	-	-	-	-	46 926.76	98 546 200.14		
012	MGA	2 100.00	20-Feb-13	04-Mar-13	127 484.85	-	-	-	-	-	-	-	127 484.85	267 718 179.51		
					-	-	-	-	-	-	-	-	-			
TOTAL EN USD					174 411.61	-	-	-	-	-	-	-	174 411.61			
Taux Estimatif																
FONDS AVANCES SUR RPI																
REF.	Monnaie	Taux	DATE de la DRF	DATE D'ENVOI par DHL à Nairobi et Rome	SOUS COMPOSANTE 4.1 (i) Travaux Construction / Réhabilitation Pistes Rurales et Voies de Raccordement	SOUS COMPOSANTE 4.1 (ii) Travaux d'Adduction d'Eau Potable	SOUS COMPOSANTE 4.1 (iii) Travaux Bâtiment pour Marchés de Gros, Points de Vente, Pavillons d'Exposition	SOUS COMPOSANTE 4.2 (iv) Fournitures Groupes Electrogènes	SOUS COMPOSANTE 4.2 (v) Travaux Construction Centres Polyvalents d'Affaires	SOUS COMPOSANTE 4.2 (vi) Travaux Construction / Réhabilitation Pavillons d'Exposition	SOUS COMPOSANTE 4.2 (vii) Travaux Construction / Réhabilitation Atelier de Transformation Conditionnement	COMPTE SPECIAL	MONTANT DE LA DEMANDE en USD	MONTANT DE LA DEMANDE en Monnaie de Paiement	DATE DE VALEUR PAIEMENT par FIDA	DUREE CIRCUIT en jour
					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
TOTAL EN USD					-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Taux estimatif																
MONTANT CUMULE DRF en USD					1 074 357.92	57 346.62	91 753.39	25 289.84	259 938.48	634 012.00	429 844.92	500 000.00	3 072 543.17	USD		

REGISTRE DE CONTRAT - SITUATION AU NOVEMBRE 2013

Site : 00 - Consolidation

N° Marché	Bailleur	Code	Libellé	Méthode réelle	Prestataire	Montant HT	SIGNATURE CONVENTION/MARCHE
03BC01120/2013	FIDA	H12D101C	ORDINATEUR CCI	CP - COMPARAISON DE PRIX	PAPIBUR	11 240 000.00	20/08/2013
03BC01121/2013	FIDA	H12B404B	Laptop EPRH	CP - COMPARAISON DE PRIX	PAPIBUR	8 565 000.00	20/08/2013
03BC01128/2013	FIDA	H22E301B	KIT JEUNES MENUI	CP - COMPARAISON DE PRIX	MAISON MOLOU	741 444.00	20/08/2013
03BC01129/2013	FIDA	H22E301C	KIT Jeunes menui 2	CP - COMPARAISON DE PRIX	QUINCAILLERIE MALAZA	799 000.00	20/08/2013
03BC0952/2013	FIDA	H12D101A	MOBILIERS DE BUREAU CCI HM	CP - COMPARAISON DE PRIX	SORAKO	2 355 000.00	11/03/2013
03BC1121/2013	FIDA	H11B800C	LAPTOP GUMS	CP - COMPARAISON DE PRIX	PAPIBUR	3 920 000.00	20/08/2013
03BC1123/2013	FIDA	H12D101 B	Onduleur CCI	CP - COMPARAISON DE PRIX	X-perience	640 000.00	20/08/2013
03BC1125/2013	FIDA	H12B404C	CHAISE VISITEUR EPRH	CP - COMPARAISON DE PRIX	MR MEUBLES	1 040 000.00	20/08/2013
03BC1125/2013	FIDA	H12B404A	ONDULEUR EPRH	CP - COMPARAISON DE PRIX	MR MEUBLE	1 040 000.00	20/08/2013
03BC1126/2013	FIDA	H22E301A	KIT jeunes Machine a coudre	CP - COMPARAISON DE PRIX	DIMACO VISTA	11 400 000.00	20/08/2013
03BC1127/2013	FIDA	H12B404	Poste téléphonique EPRH	CP - COMPARAISON DE PRIX	DLCOM	3 575 000.00	20/08/2013
153-2013/MINAGRI	AUTRES	I41B101	TRX PISTE ANKARANANA	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	EGC TIANA	205 659 469.67	04/02/2013
342/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S22C101	Formation professionnelle en coupe et couture	GAG - GRE A GRE	CHIC eT MODE	10 812 600.00	15/04/2013
343/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S22C101A	Formation professionnelle en machine agricole	GAG - GRE A GRE	CFAMA Antsirabe	11 560 000.00	15/09/2013
346/2013/MinAgri/EPRS	AUTRES	S42A109	CAPAG Mandritsara	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise ANDRY	101 960 816.26	28/06/2013
349/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S12A314	Mise disposition conseiller facilitat PCAF		RAKOTONDRAVELO	5 700 000.00	16/10/2013

					Herimanantsoa		
352/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S21A107	Mise niveau PSE autres themes		RANDRIAMLALA Romuald	2 650 000.00	13/08/2013
357/2013/MinAgri/EPRS	AUTRES	S42A109B	CAPAG Port-Bergé	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise MILLENIUM	93 250 090.00	10/10/2013
359/2013/MinAgri/EPRS	AUTRES	S42A105DRE	Pavillon Ambalavola et Ampombilava relance	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise NEW CONSTRUCTION	40 088 228.10	28/06/2013
360/2013/MinAgri/EPRS	AUTRES	S42A108DRE	Atelier Ambalafaminty relance	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	EntrepriseNEW CONSTRUCTION	25 611 460.40	28/06/2013
361/EPRS/MinAgri/EPRS	FIDA	S12E210	Appui mise en place et operat Cluster	SFQC - SELECT° FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COUT	RABVOHIZY Jackie	14 820 000.00	30/09/2013
363/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S22E101	Apprentissage des jeunes en mecanique auto	GAG - GRE A GRE	RAZAFINDRAZAKA Bénagé	2 440 000.00	08/02/2013
365/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S22C101B	LA PRATIQUE	GAG - GRE A GRE	LA PRATIQUE	13 273 000.00	03/10/2013
367/2013/MinAgri/EPRS	FIDA	S22E101B	Apprentissage des jeunes en coupe et couture	GAG - GRE A GRE	RAJAOARISOA Natacha	2 728 000.00	07/02/2013
406-13/EPN/EPRI	FIDA	22D1021I	Accompagnement des jeunes	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	Ets de mat tech Armée Malagasy	2 150 000.00	11/02/2013
407-13/EPN/EPRI	FIDA	22D1022I	Accompagnement de jeunes	GAG - GRE A GRE	Most Incredible Beauty	1 800 000.00	13/02/2013
408-13/EPN/EPRI	FIDA	22D1023I	Accompagnement de jeunes	GAG - GRE A GRE	Centre Féminine ECAR A/hitsy	2 250 000.00	13/02/2013
409-13/EPN/EPRI	FIDA	22D1024I	Accompagnement de jeunes	GAG - GRE A GRE	Séminaire St Augustin A/vory	240 000.00	21/02/2013
410-13/EPN/EPRI	FIDA	52D1011I	Renforcement diffusion radio locales	GAG - GRE A GRE	RADIO FEON'ITASY	2 224 800.00	08/01/2013
411-13/EPN/EPRI	AUTRES	42A106I	Trx Magasin de stockage Ankonabe	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	RANDRIANASOLO FARATIANA	36 782 274.00	28/05/2013
412-13/EPN/EPRI	AUTRES	42A1061I	Trx magasin de stockage M/zary	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE MIRINDRA	29 438 142.28	28/05/2013
413-13/EPN/EPRI	AUTRES	I42A104.	TRX CENTRAL D'APPRO	CPVA - CONSULTATION DE	ENTREPRISE ROJOVOLA	40 555 369.19	28/05/2013

				PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE			
414-13/EPN/EPRI	FIDA	42A107I	Etudes 2 Centres de multiplication de plants	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAJAONARISON ANDRINIAINA	6 950 400.00	10/05/2013
416-13/EPN/EPRI	FIDA	21C3031I	Foire PROSPERER Régionale	SFQC - SELECT° FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COUT	RAZAFINDRAMANITRA PIERRE	10 000 000.00	30/05/2013
417-13/EPN/EPRI	FIDA	I22A102	form tech des prestataires de formation	GAG - GRE A GRE	RAZAFIMAHATRATRA RILAHARISOA	417 000.00	30/05/2013
418-13/EPN/EPRI	FIDA	I21E100	STRUCTURATION SADE	GAG - GRE A GRE	DRE ITASY	1 130 000.00	15/07/2013
419-13/EPN/EPRI	FIDA	I22E1031	APPRENTISSAGE DES JEUNES	GAG - GRE A GRE	RAZANAMAHEFA CHARLINE	1 526 000.00	01/07/2013
420-13/EPN/EPRI	FIDA	I22E1032	APPRENTISSAGE DES JEUNES	GAG - GRE A GRE	RAMILJAONA HAINGONIRINA	1 535 000.00	01/07/2013
421-13/EPN/EPRI	FIDA	I22E1033	APPRENTISSAGE DES JEUNES	GAG - GRE A GRE	RAKOTONINDRINA RENE	1 416 000.00	01/07/2013
422-13/EPN/EPRI	FIDA	I22E1034	APPRENTISSAGE DES JEUNES	GAG - GRE A GRE	RASOLOMANANA DANIEL	1 508 000.00	01/07/2013
423-13/EPN/EPRI	FIDA	I22E1035	APPRENTISSAGE DES JEUNES	GAG - GRE A GRE	ANDRIANASOLOARIVAO JOSEPH	1 660 000.00	01/07/2013
424-13/EPN/EPRI	FIDA	11B613B	Form enc et CE diagnostic d'ese	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RATSIMBAHARISON ALAIN	3 860 000.00	27/07/2013
424-13/EPN/EPRI	FIDA	11D101I	Etudes/mise en place CDDT ITS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RABAONAHARIMIANDRA HERILALAO	3 860 000.00	27/07/2013
426-13/EPN/EPRI	AUTRES	41B1031I	Trx maché de gros	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise RANDRIANASOLO F	123 787 906.62	23/09/2013
427-13/EPN/EPRI	FIDA	22E103IV	Apprentissage des jeunes	GAG - GRE A GRE	RATSARASATA José	1 198 000.00	15/07/2013
428-13/EPN/EPRI	FIDA	I22C1011	FORMATION PROFESSIONNELLE	GAG - GRE A GRE	EPEP MANJAKARAY	12 610 400.00	15/07/2013
429-13/EPN/EPRI	FIDA	I22C101	FORMATION PROFESSIONNELLE	GAG - GRE A GRE	MOST INCREDIBLE BEAUTY	13 939 400.00	15/07/2013
430-13/EPN/EPRI	FIDA	I22C1012	Formation professionnelle	GAG - GRE A GRE	CENTRE DE FORMATION ECAR ANALA	5 649 600.00	15/07/2013
431-13/EPN/EPRI	AUTRES	I42A1052	TRX PAV VTE SOAVINANDRIANA	CP - COMPARAISON DE PRIX	Entreprise ONJA	5 122 500.00	02/09/2013
432-13/EPN/EPRI	AUTRES	I42A1051	TRX FINITION PAV VTE AMPEFY	CP - COMPARAISON DE PRIX	ECG HERBAT	4 775 500.00	02/09/2013
433-13/EPN/EPRI	AUTRES	42A1072I	Trx 2 centres de multiplication de plants	CPVA - CONSULTATION DE	Entreprise ERC	23 862 494.00	13/09/2013

				PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE			
434-13/EPN/EPRI	AUTRES	42A107IA	Trx de constr centre multi plants TAMORONALA		ECG HERBAT	8 318 196.00	18/09/2013
435-13/EPN/EPRI	FIDA	42A102I	Achat groupes électrogènes	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	SYSTEC	25 500 000.00	25/09/2013
436-13/EPN/EPRI	FIDA	42A103I	Achat kits solaires	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	MAJINCO	11 023 029.00	25/09/2013
437-13/EPN/EPRI	AUTRES	I41B101A	REPRISE TRX PISTE ANKONABE	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE FITALIA	128 773 390.79	30/09/2013
500/2013/EPN/EPRA	FIDA	A12A318	FORMATION DES PCAF	SFQC - SELECT [®] FONDEE SUR LA QUALITE ET LE COUT	ASSOCIATION HENINSTOA	14 270 000.00	28/01/2013
501/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A42A108	TRAVAUX DE CONS. ATELIER HUILE ESSE. TANKAFATRA AD	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE RINDRA	25 148 104.26	26/01/2013
502/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A11D101A	TRAVAUX DE CONSTRUCTION CDDT MANTASOA	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE NECMA	16 679 946.26	28/01/2013
503/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A42A108A1	TRAVAUX DE CONS. ATELIER LAIT AM/KELY AVD	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE HERINJANAHARY	23 169 805.00	28/01/2013
504/2013/EPN/EPRA	FIDA	A52D101	RENFORCEMENT CAPACITE/DIFFUSION RADIO LOCALE	GAG - GRE A GRE	RANDRIA LAIARIVONY Antonio Da	18 839 600.00	28/01/2013
505/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A11D101	TRAVAUX DE CONSTRUCTION CDDT AMBATOMANGA	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE RJM	19 953 412.62	28/01/2013
506/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A11D101B	TRAVAUX DE CONSTRUCTION CDDT ALAROBIA VATOSOLA	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE MIRINDRA	22 336 612.66	11/03/2013
507/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A11D101E	TRAVAUX DE CONSTRUCTION CDDT AMBOHITRIMANJAKA	CPVA - CONSULTATION DE	ENTREPRISE MIRINDRA	18 462 472.67	03/04/2013

				PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE			
508/2013/EPN/EPRA	FIDA	A52D102	CONSULTANT EN COMMUNICATION	GAG - GRE A GRE	RANDRIANOELINA Solohery	1 860 000.00	11/03/2013
509/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A11D101D	TRAVAUX DE CONSTRUCTION CDDT ANTANETIBE M/ZAZA AMO	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE HERINJANAHARY	15 875 601.00	11/03/2013
510/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A42A105	TRAVAUX DE CONSTRUCTION 6 POINTS DE VENTE	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE RANDRIAMANAMIHAJA	71 860 440.00	09/04/2013
511/2013/EPN/EPRA	FIDA	A21B101A	FORMATION TECHNIQUE ET QUALITE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RATODISOA Lantonirina	2 772 000.00	08/04/2013
513/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101A1	FORMATION DES JEUNES D'AVARADRANO EN CECEC	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	2 252 720.00	08/04/2013
514/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101	FORMATION DES JEUNES EN CECEC D'ANDRAMASINA	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	2 334 100.00	08/04/2013
515/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101A4	FORMATION DES JEUNES D'ATSIMONDRANO EN CECEC	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	2 524 600.00	08/04/2013
516/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101A2	FORMATION DES JEUNES EN CECEC D'AMBOHIDRATRIMO	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	2 213 880.00	08/04/2013
517/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101A3	FORMATION DES JEUNES DE MJK EN CECEC	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	2 097 360.00	08/04/2013
518/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A42A109	TRAVAUX DE CONSTRUCTION CAPAG AMBOHIDRATRIMO	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE FARATIANA	127 441 465.00	04/06/2013
519/2013/EPN/EPRA	FIDA	A41C104	ENTRETIEN INFRA/GARDIENNAGE CPTC ET CENTRAL D'APPR	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	S TEAM	4 650 000.00	05/06/2013
520/2013/EPN/EPRA	FIDA	A12A314	CONSULTANT CONSEILLER FACILITATEUR PCAF	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIAMANANTSOA Victor	7 200 000.00	02/07/2013
521/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101	APPRENTISSAGE DES JEUNES D'AVD EN TISSAGE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RATSARARAY Rasolonimaro	2 927 500.00	10/07/2013
522/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A1	APPRENTISSAGE DES JEUNES D'AVD EN DENTELLE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAZAIARIMANGA Clarisse	1 246 000.00	10/07/2013
523/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A2	APPRENTISSAGE DES JEUNES D'AVD EN BRODERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT°	RATODISOA Lantonirina	3 106 400.00	10/07/2013

				DES CONSULTANTS			
524/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A3	APPRENTISSAGE DES JEUNES D'AVD EN TISSAGE SOIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHAJANDRAINY Brigitte	2 778 500.00	10/07/2013
525/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A4	APPRENTISSAGE DES JEUNES AVD EN ARTISANAT CROCHET	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAVAOARIMANANA Jacqueline	1 558 800.00	10/07/2013
526/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A5	APPRENTISSAGE DES JEUNES MJK EN OUVRAGE METALLIQUE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RASOLONJATOVO Ernest	3 182 500.00	10/07/2013
527/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A6	APPRENTISSAGE DES JEUNES MJK EN OUVRAGE METALLIQUE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHERIJAONA Andriamihaja	2 391 500.00	10/07/2013
528/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A7	APPRENTISSAGE DES JEUNES MJK EN CUISINE&PATISSERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAZAFIMBOLOLONA Herinjatovo H.	3 457 700.00	10/07/2013
529/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A8	APPRENTISSAGE DES JEUNES ADM EN XION FOIE GRAS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHARINIRINA Juliette	799 400.00	30/07/2013
530/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A9	APPRENTISSAGE DES JEUNE AMO EN OUVRAGE BOIS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANAIVOMANANA Richard	2 977 500.00	30/07/2013
531/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A10	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN XION FOIE GRAS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANOROVOAHANGY Hanitra	2 373 000.00	30/07/2013
532/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A11	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN XION FOIE GRAS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHARIMANANA SAHONDRA	2 373 000.00	30/07/2013
53-2013/MinAgri/PROSPERER	AUTRES	VG42A109	CAPAG Mananjary	AOO- APPEL D'OFFRE OUVERT	Entreprise Nirina	200 579 277.33	15/03/2013
533/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A12	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN OUVRAGE METALLIQUE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIANARISON Charles	2 963 400.00	10/07/2013
534/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A13	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN ELEV DE PORC	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	HANDRITIANA Hasiniaina José	2 452 950.00	10/07/2013
535 bis/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101A6	FORMATION DES JEUNES ATS EN CECEC	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	1 631 280.00	05/08/2013
535/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22D101A5	FORMATION DES JEUNES AVD EN CECEC	GAG - GRE A GRE	COOPERATIVE FACE	1 747 800.00	05/08/2013
536/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A14	APPRENTISSAGE DES JEUNES ADM EN CROCHET PELOTE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAFARASOA Harimalala	2 257 500.00	10/07/2013

537/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A15	APPRENTISSAGE DES JEUNES ADM EN CROCHET TISSAGE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHELIARIMANANA Raveloarisoa	2 315 200.00	10/07/2013
538/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A16	APPRENTISSAGE DES JEUNES ADM EN MENUISERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIANATOANDRO Edmond	1 505 000.00	10/07/2013
539/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A17	APPRENTISSAGE DES JEUNES ADM EN MENUISERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAVAOARIMANANA Hélène	1 599 800.00	10/07/2013
540/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A18	APPRENTISSAGE DES JEUNES ATS EN MAROQUINERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANAIVOARISOA Henri Daniel	3 180 000.00	10/07/2013
541/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A19	APPRENTISSAGE DES JEUNES MJK EN ELEV. DE PORC/POUL	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOTONDRAHEHANTA Albert	3 146 000.00	05/08/2013
542/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A20	APPRENTISSAGE DES JEUNES MJK EN MAROQUINERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIAMASINORO Stefanoela	3 143 000.00	05/08/2013
54-2013/MinAgri/PROSPERER	AUTRES	VA42A109	CAPAG Antsenavolo	AOO- APPEL D'OFFRE OUVERT	Entreprise ERM	117 363 643.24	15/03/2013
544/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22C101	FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES AVD	GAG - GRE A GRE	EKAR ANALAMAHINTSY	13 990 000.00	10/10/2013
545/2013/EPN/EPRA	FIDA	A11B600	FORMATION DES ENCADREURS ET CE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	SPROGES	9 906 600.00	08/08/2013
546/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A21	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN COIFFURE ESTH	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOUTH Bakoly	3 997 200.00	08/08/2013
547/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A22	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN ARTISANAT	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHARISOA Lydie	2 388 600.00	12/09/2013
548/2013/EPN/EPRA	FIDA	A21B101A1	FORMATION TECHNIQUE EN COMPOSTAGE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	LABEL HOREB	2 784 200.00	12/09/2013
549/2013/EPN/EPRA	AUTRES	A42A108A2	TRAVAUX DE CONS. ATELIER HUILE ESS. MERIKANJAKA	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE NECMA	21 922 525.46	16/09/2013
550/2013/EPN/EPRA	FIDA	A21C203	FORMATION DES MER EN DESIGN PRODUITS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANGITAHARIMANANA Nirina Odett	4 751 600.00	11/09/2013
551/2013/EPN/EPRA	FIDA	A21C202	FORMATION DES MERS EN DESIGN EMBALLAGE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT°	RATSIAZO ANDRIAMALALA (Rolly)	3 327 000.00	11/09/2013

				DES CONSULTANTS			
552/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A23	APPRENTISSAGE DES JEUNES AVD EN OUVRAGE METALLIQUE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	ANDRIANIAINA Ndranto	2 891 000.00	18/09/2013
553/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A24	APPRENTISSAGE DES JEUNES AVD EN ELEV. POULET	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIAMAMPIANINA Rajerison	2 770 700.00	16/09/2013
554/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A25	APPRENTISSAGE DES JEUNES ATS EN OUVRAGE METALLIQUE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RABENANDRASANA Patrick Ruphin	1 890 000.00	18/09/2013
555/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A26	APPRENTISSAGE DES JEUNES AVD EN OUVRAGE BOIS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOTONDRA SOA Daniel	3 085 800.00	16/09/2013
556/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A27	APPRENTISSAGE DES JEUNES AVD EN TANNAGE TRANSF. CU	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RASOLOARIVOLOLONA Victorine	3 117 600.00	16/09/2013
557/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A28	APPRENTISSAGE DES JEUNES ATS EN ARTISANAT VANNERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAHASIVELOMANANA Paquerette	1 197 500.00	18/09/2013
558/2013/EPN/EPRA	FIDA	A42A108A3	CONTROLE ET SURVEILLANCE TRVX ATELIER HE MERIKANJA	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAJAONARISON Andrianiaina Tahin	4 971 600.00	26/09/2013
559/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22C101A2	FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN ELEVAGE	GAG - GRE A GRE	Young Progress Association (YP)	16 610 000.00	24/09/2013
560/2013/EPN/EPRA/CIPEAMO	FIDA	A52C102	MISE EN PLACE CIPE AMBOHIDRATRIMO	GAG - GRE A GRE	CITE	10 700 000.00	27/09/2103
561/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A29	APPRENTISSAGE DES JEUNES AVD EN CUISINE PATISSERIE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIANARIJAONA Helphin Valis	2 086 300.00	27/09/2013
562/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A30	APPRENTISSAGE DES JEUNES MJK EN MECA MOTO	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RALAIKAMISY Nahyzyantsoa	3 130 400.00	27/09/2013
563/2013/EPN/EPRA	FIDA	A42103	ACQUISITION PANNEAUX SOLAIRES	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	MAJINCO	26 898 413.00	27/09/2013
564/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A31	APPRENTISSAGE DES JEUNES ATS EN PATISSERIE CUISINE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	ANDRIAMAHARISOA Heritsitohaina	3 161 500.00	10/10/2013
565/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22C101A1	FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN BATIMENT	GAG - GRE A GRE	ENGINEERING CORPORATION	16 363 000.00	08/08/2013

566/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A32	APPRENTISSAGE DES JEUNES ADM EN BAMBOU	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIANANTOANDRO Claude Alber	2 388 950.00	14/10/2013
567/2013/EPN/EPRA	FIDA	A22E101A33	APPRENTISSAGE DES JEUNES AMO EN OUVRAGE BOIS	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RANDRIANRIJAONA Tsimandresy Je	2 259 000.00	14/10/2013
AVENANT 01	FIDA	I41B1011	AVENANT PISTE ANKARANANA	GAG - GRE A GRE	EGC TIANA	34 962 100.43	30/09/2013
BC 1084/2013/CRS	FIDA	S11D102Sof	Equipement de démonstration GUMs	CP - COMPARAISON DE PRIX	Société INNOVAGRI	8 694 000.00	02/07/2013
BC CRA/597/2013	FIDA	A12A316	ACQUISITION EQUIPEMENT PCAF	CP - COMPARAISON DE PRIX	LUXOR	2 092 720.00	16/01/2013
BC CRA/620/2013	FIDA	A51A201	ACQUISITION LAP TOP POUR EPRA	CP - COMPARAISON DE PRIX	BI INFORMATIQUE	5 980 000.00	26/02/2013
BC CRA/626/2013	FIDA	A51A204A	ACQUISITION TELEPHONE ET IMPRIMANTE	CP - COMPARAISON DE PRIX	DL COM	4 407 000.00	04/03/2013
BC CRA/627/2013	FIDA	A51A204	ACQUISITION TELEPHONE ET IMPRIMANTE	CP - COMPARAISON DE PRIX	CBL REPRO MADA	3 486 900.00	04/03/2013
BC CRA/656/2013	FIDA	A22E301A2	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE VANNERIE	CP - COMPARAISON DE PRIX	RANDRIAMBELONORO JOSE	2 985 000.00	10/05/2013
BC CRA/658/2013	FIDA	A22E301A7	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE OUVRAGE BOIS	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAJAONSON ANDRIAMAMINIRINA	8 037 000.00	10/05/2013
BC CRA/660/2013	FIDA	A22E301A1	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE MECANIQUE MOTO	CP - COMPARAISON DE PRIX	RASOAMBOLANORO SABINE	4 796 988.00	10/05/2013
BC CRA/661/2013	FIDA	A22E301A8	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE ARTISANAT	CP - COMPARAISON DE PRIX	RASOLONJANAHARY BRIGITTE YOLAN	4 199 360.00	10/05/2013
BC CRA/666/2013	FIDA	A22E301A9	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE COUPE ET COUTURE	CP - COMPARAISON DE PRIX	DOUBLEVEY	15 383 424.00	28/05/2013
BC CRA/682/2013	FIDA	A22E301A3	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE OUVRAGE METALLIQUE	CP - COMPARAISON DE PRIX	SPANGLISH	7 791 000.00	10/07/2013
BC CRA/683/2013	FIDA	A22E301A5	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE TISSAGE TAPIS LAINE	CP - COMPARAISON DE PRIX	SPANGLISH	1 965 000.00	10/07/2013
BC CRA/684/2013	FIDA	A22E301A4	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE CUISINE ET PATISserie	CP - COMPARAISON DE PRIX	ETS RAZAFINDRABE FELIX	14 194 050.00	30/07/2013
BC CRA/694/2013	FIDA	A22E301	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE DES JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	AVITECH	4 393 198.40	10/07/2013
BC CRA659/2013	FIDA	A22E301A6	ACQUISITION KIT DE DEMARRAGE MAROQUINNERIE	CP - COMPARAISON DE PRIX	DOUBLEVEY	3 995 040.00	10/05/2013
BC921/2013	FIDA	H52D106A	Edition 700calendriers EPRH	CP - COMPARAISON DE PRIX	PRESS ATTITUDE	6 020 000.00	01/02/2013
COLLAB 01/2013/DRDR/EPRV	FIDA	VB42A107	Aménagement de 11 pépinière	GAG - GRE A GRE	DRDR V7V	35 730 000.00	26/02/2013

Conv CN 155-2013/MinAgri/	FIDA	12A314N	consultant pour PCAF Vanille	GAG - GRE A GRE	RAMAROKOTO William John	8 792 000.00	15/02/2013
Conv CN 156-2013/MinAgri/	FIDA	11A302N1	Création d'une base de données	GAG - GRE A GRE	Cabinet HARSON	4 450 000.00	15/02/2013
Conv CN 157-2013/MinAgri	FIDA	52D103N1	Appui du consultant en communication		RATEFIARIVONY Romuld	5 400 000.00	11/03/2013
Conv CN 158-2013/MinAgri/	FIDA	11B611N1A	Formation partenaire en approche CV	GAG - GRE A GRE	Patrick NUGAWELA	13 860 000.00	25/03/2013
Conv CN 161-2013/MinAgri/	FIDA	51B401N	Assistance juridique pour les infrastructures		RAKOTONIRINA Felana	7 120 000.00	31/07/2013
Conv CN 163-2013/MinAgri/	FIDA	51B401N1	Appui au recrutement personnel CAPFIDA	GAG - GRE A GRE	RATSIRISON Yveline	7 215 800.00	30/09/2013
Conv CN 164-2013/MinAgri/	FIDA	51B401N11	Appui au recrutement personnel RTR	GAG - GRE A GRE	RATSIRISON Yveline	9 690 000.00	30/09/2013
Conv CN159-2013/MinAgri/	FIDA	52A104	Edition journal MIOITRA	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	E'MENDRIKA	19 870 000.00	02/08/2013
Conv154-2013/MinAgri/MEI	FIDA	11B611N1	Formation en approche chaine de valeurs	GAG - GRE A GRE	Patrick NUGAWELA	43 587 600.00	14/01/2013
CR 324-2012/MinAgri	AUTRES	S42A105C	Construct pavillon de vente Pont Sofia	CP - COMPARAISON DE PRIX	Entreprise EFFORTS	24 097 842.22	08/01/2013
CR 325-2012/MinAgri	AUTRES	S42A105D	Construct pavillon de vente Ambalavola et Ampobilv	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise NAHARY	40 825 980.15	08/01/2013
CR 334-2012/MinAgri/EPRS	AUTRES	S42A105B	Construct pavillon de vente Mahialambo et Andilamb	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise GENIE BTPH	40 212 030.00	08/01/2013
CR 335-2012/MinAgri	AUTRES	S42A108D	Atelier de fabrication Ambalafaminty	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise NAHARY	33 055 796.16	08/01/2013
CR329/20132	FIDA	H12E208C	AGB MIEL FTMM -AINGA MAINTSO, VAN FVM	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAZAFINDRAZAKA Manitra	4 380 000.00	08/01/2013
CR330/2013	FIDA	H12E208A	OP VANNIÈRE AMM -OP DES HE EMA	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOTONIRINA Bruno	4 631 500.00	08/01/2013
CR331/2013	FIDA	H12E209A	Comité de gestion infra Pontmoraf,PVAnara,PisteFia	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAZAFIMAHATRATRA Paul	4 275 000.00	08/01/2013
CR332/2013	FIDA	H12E208D	OP VTMT ALAKITEN,OP VVM TALAP, Andranomidtr	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOTONIRIANA Timothé	5 840 000.00	08/01/2013

CR333/2013	FIDA	H12E209B	Comité de gestion infra Pontmats,PVandravato	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RATEMA Marie	4 500 000.00	08/01/2013
CR334/2013	FIDA	H12E208B	AGB VOHIPOSA, ANDROY, AlkAmboma, Sahambavy	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOTONIRINA Bruno	4 006 500.00	08/01/2013
CR335/2013	FIDA	H12E210A	CLUSTER HE	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	JAD	4 841 500.00	08/01/2013
CR336/2013	FIDA	H12E210B	CLUSTER MIEL	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	ONG FITIA	4 620 000.00	08/01/2013
CR338/2013/EPRH	AUTRES	H42A109A	CAPAG REHAB CCI	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE ROWER	89 873 929.30	19/03/2013
CR339/2013	FIDA	H11B800AA	Fonctionnement GUMS ISV	GAG - GRE A GRE	TIAMO	56 119 200.00	02/01/2013
CR340/2013	FIDA	H11B800A	Fonctionnement GUMS ASOA	GAG - GRE A GRE	TIAMO	31 176 000.00	02/01/2013
CR347/2013/EPRH	FIDA	H12E209CC	Comité de gestion infra Ambina/Pont mahazony	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	RAKOTONIRINA SAMBATRA	5 305 000.00	15/04/2013
CR363/2013/EPRH	FIDA	H52D105	Production de Videos et d'enregistrement /h	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	ANDRIANIRINA Maminiaina	4 080 000.00	30/08/2013
CR366/2013/EPRH	FIDA	H12E208E	AGB MIEL FTTM ET AINGAMAINISO Andoharanomaitso	GAG - GRE A GRE	MANITRA RAZAFINDRAZAKA	1 369 000.00	05/11/2013
CRH348/2013	FIDA	H51B209	Enquête adoption	QC - SELECT° FONDEE SUR LES QUALIFICAT° DES CONSULTANTS	Groupe consultant	10 650 000.00	19/04/2013
CRH349/2013	FIDA	H22D102	INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES	GAG - GRE A GRE	Harijaona RANDRIAMORIA	740 000.00	05/07/2013
CRH350/2013	AUTRES	H42A107BB	Centre multiplication plants Anjomitsar IDEAL	CP - COMPARAISON DE PRIX	IDEAL	6 671 774.48	31/05/2013
CRH351/2013	AUTRES	H42A107	Centre de multiplication de plants Ivoamba ELITE	CP - COMPARAISON DE PRIX	ELITE	5 819 445.15	31/05/2013
CRH352/2013	AUTRES	H42A107CC	Centre multiplication de plants Ajoma MITSINJO	CP - COMPARAISON DE PRIX	MITSINJO	5 896 627.13	31/05/2013
CRH353/2013	AUTRES	H42A107AA	Centre multiplication de plants Ankerana MITSINJO	CP - COMPARAISON DE PRIX	MITSINJO	5 515 110.69	31/05/2013
CRH354/2013	FIDA	H21D100	REDYNAMISATION PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ASOA	GAG - GRE A GRE	ASSOCIATION MIARADIA	2 895 000.00	26/04/2013

CRH355/2013	FIDA	H21C303	Consultant organisteur FOIRE INTER-REGIONAL	CP - COMPARAISON DE PRIX	RATEFIARIVONY Romuld	8 090 000.00	16/05/2013
CRH356/2013	AUTRES	H41B101	Réhab Piste Soaindrana-Andoharanomaitso Relance	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE RAVINALA	181 221 432.28	14/08/2013
CRH357/2013	FIDA	H41B101A	Contrôle surveillance Réhab piste Soaindrana-Andma	GAG - GRE A GRE	BE RANARY	6 925 000.00	04/07/2013
CRH360/2013	FIDA	H11D101A	Matériel de filature Ambalavao ACAMECA	GAG - GRE A GRE	ACAMECA	19 110 500.00	01/08/2013
CRI/524/2013	FIDA	52A1023I	T shirt PROSPERER	CP - COMPARAISON DE PRIX	Sté MANANTSOA	7 352 491.00	13/02/2013
CRI/537/2013	FIDA	12B404I	Matériels informatiques EPRI	CP - COMPARAISON DE PRIX	Sté VIDIO	870 000.00	02/04/2013
CRI/538/2013	FIDA	12B4041I	Téléphones EPRI	CP - COMPARAISON DE PRIX	TANA CONFORT	3 619 000.00	02/04/2013
CRI/539/2013	FIDA	52B1021I	Equipements pour radio locale	CP - COMPARAISON DE PRIX	VITECH	4 920 000.00	02/04/2013
CRI/540/2013	FIDA	12B404B	Acquisition de matériels et mobiliers pour l'EPR	CP - COMPARAISON DE PRIX	Sté VIDIO	820 800.00	02/04/2013
CRI/541/2013	FIDA	11D1021I	Equipement de démo CDDT	CP - COMPARAISON DE PRIX	RABEARIVONY Solomanitra Franck	3 250 000.00	02/04/2013
CRI/606/2013	FIDA	52A1021I	Edition supports com	CP - COMPARAISON DE PRIX	ALTITUDE INFORMATIQUE	1 799 430.00	12/06/2013
CRI/616/2013	FIDA	52A1022I	Réalisation visibilité infras	CP - COMPARAISON DE PRIX	Entreprise NAMBININA	12 182 000.00	12/06/2013
CRI/617/2013	FIDA	I11D1033	NVX OUTILS ET TECHNOLOGIES	GAG - GRE A GRE	AMIREX	3 116 000.00	18/07/2013
CRI/618/2013	FIDA	I11D1034	NVX OUTILS ET TECHNOLOGIES	GAG - GRE A GRE	MAISON MOLOU	122 514.00	18/07/2013
CRI/619/2013	FIDA	I11D1032	NVX OUTILS ET TECHNOLOGIES	GAG - GRE A GRE	QUINCAILLERIE 2000	387 500.00	18/07/2013
CRI/620/2013	FIDA	I11D1035	NVX OUTILS ET TECHNOLOGIES	GAG - GRE A GRE	CONFORAMA	395 000.00	18/07/2013
CRI/621/2013	FIDA	I11D1031	NVX OUTILS ET TECHNOLOGIES	GAG - GRE A GRE	MALAGASY DAIRY BOARD	240 000.00	18/07/2013
CRI/629/2013	FIDA	I22E3016	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RANAIVOMANANA Lantoniaina	11 091 600.00	07/08/2013
CRI/630/2013	FIDA	I22E3017	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RANAIVOMANANA Lantoniaina	3 120 000.00	07/08/2013
CRI/631/2013	FIDA	I22E3014	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAKOTONIAINA Jacques Olivier	7 635 000.00	07/08/2013
CRI/632/2013	FIDA	I22E3015	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAKOTONIAINA Jacques Olivier	1 594 800.00	07/08/2013

CRI/633/2013	FIDA	I22E301A	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAZAFINDRAIBE Ambinintsoa	14 000 000.00	07/08/2013
'CRI/635/2013	FIDA	I22E3011	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAHARINDRAIBE Vonjy Malalaniai	5 949 000.00	07/08/2013
CRI/637/2013	FIDA	I22E3019	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAZAFINDRAIBE Ambinintsoa	6 325 000.00	07/08/2013
CRI/638/2013	FIDA	I22E301B	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAZAFINDRAIBE Ambinintsoa	2 000 000.00	07/08/2013
CRI/638/2013	FIDA	I22E301C	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RATIANARIJAONINA Fenomanantsoa	5 970 000.00	07/08/2013
CRI/639/2013	FIDA	I22E3018	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAFANOMEZANTSOA Dieu Donné	14 850 000.00	07/08/2013
CRI/640/2013	FIDA	I22E3013	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	RAKOTONIAINA Jacques Olivier	10 890 000.00	07/08/2013
'CRI/644/2013	FIDA	I22E3012	KITS JEUNES	CP - COMPARAISON DE PRIX	AMIREX	3 608 000.00	07/08/2013
CRI/669/2013	FIDA	I11D1037	NVX OUTILS ET TECHNOLOGIES	GAG - GRE A GRE	CONFORAMA	778 000.00	22/10/2013
CS/001/2013/EPRV	FIDA	VA42A106	CS magasin de stockage Andrananambolava		RAZAFIHARIMALALA Virginie judi	1 250 000.00	30/05/2013
CS-002/13/EPRV	FIDA	VD42A109	CS CAPAG Antsenavolo		RAZAFIMANDIMBITSOTRA Vonjiniai	2 000 000.00	30/05/2013
CV CADRE N001/CDDT	FIDA	A11D102	ACQUISITION EQUIPEMENT DE DEMONSTRATION	GAG - GRE A GRE	SOLO ARTHUR	8 510 000.00	01/08/2013
DIAGNOSTIC 01/2013/EPRV	FIDA	VA21B101	Etude et diagnostic matière première filière vanne	GAG - GRE A GRE	RAZAFY MARIE CLARISSE	893 000.00	10/04/2013
F259/13/EPRV	FIDA	VA51B307	Formation en audiovisuel du personnel de l'EPR	GAG - GRE A GRE	ANDRIANIRNA Maminiaina	1 995 000.00	06/06/2013
FRT 01/2013/MinAgri/EPRV	FIDA	VB11D103	Matériel apicole lot 1	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	JAEL Apiculture	25 556 800.00	04/04/2013
FRT 02/2013/MinAgri/FCCI/	FIDA	VC11D103	Matériel apicole lot 2	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	JAEL apiculture	19 988 100.00	04/04/2013
Marché N 55-2013/MinAgri	AUTRES	S42A109A	CAPAG Antsohihy	AOO- APPEL D'OFFRE OUVERT	ERM Construction	121 890 808.00	29/04/2013
Marché N 57-2013/MinAgri/	FIDA	32D104N	Etude et analyse approfondie	AOR-APPEL D'OFFRES RESTREINT	FIDECO	48 784 750.00	29/08/2013

Marché N 58-2013/MinAgri	FIDA	51B204N1	Situation de référence dans les nouvelles zones	AOR-APPEL D'OFFRES RESTREINT	SOMETS	68 380 400.00	19/11/2013
MOB 03/13/EPRV	FIDA	VD42A107	Mobilisation bénéficiaire des onze pépinières	GAG - GRE A GRE	ZANADRAVAO Ludovic	525 000.00	06/05/2013
PC02/2013/EPRA/SIC	FIDA	A52D102A	CONSULTANT EN COMMUNICATION/REALISATION FILM	GAG - GRE A GRE	SIC MINAGRI	15 680 000.00	08/04/2013
TRAV-011/2013/MinAgri/FCC	AUTRES	VE42A109	trx construction CAPAG Ifanadiana	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE ECOWIN	89 541 803.95	10/04/2013
TRAV-012/13/EPRV	AUTRES	VB42A016	Trx constr magasin de stg Andranambolava relance	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Etablissement ROWER	39 055 239.06	10/04/2013
TRAV-013/2013/MinAgri/FCC	AUTRES	VC42A108	Tx constr bat atelier fruit Ranomafana	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ECOWIN	46 366 160.38	10/04/2013
TRAV-014/2013/MinAgri/FCC	AUTRES	VA42A108	Tx de constr bat atelier fruit lokomby	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE TSARA	55 703 051.23	10/04/2013
TRAV-015/2013/MinAgri/FCC	AUTRES	VB42A108	Tx constr bat atelier fruit Vohipeno	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	ENTREPRISE TARIKA	52 089 820.34	10/04/2013
TRAV-016/13/PROSPERER V7V	AUTRES	VA41B102	Réhabilitation pont Lot1	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise SOSA	216 599 868.30	28/05/2013
TRAV-17/2013/MinAgri/EPRV	AUTRES	VC41B102	Réhabilitation pont relance lot 2	CPVA - CONSULTATION DE PRIX PAR VOIE D'AFFICHAGE	Entreprise RAVINALA	172 497 747.50	02/08/2013

4 051 356 800.96

Avancement matériel au regard du PTBA 2013,
Synthèse des réalisations

RECAPITULATION DES TAUX DE REALISATIONS

COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE	Réal. Physique
REALISATION TOTALE	49.20%
Composante 1 : Identification et mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions	37.82%
SC 11. Inventaire régional - Validation des MER - dispositif d'appui local	33.28%
SC 12. Renforcement des structures professionnelles et de l'interface Public - privé	42.35%
Composante 2 : Services d'appui aux micro-entreprises et formation professionnelle	35.84%
SC 21. Services d'appui adaptés aux micro-entreprises rurales existantes	36.42%
SC 22. Formation professionnelle et apprentissages fondamentaux	35.25%
Composante 3 : Finances rurales, et gestion des risques	77.00%
1. Faciliter l'accès aux services financiers	95.29%
2. Favoriser l'engagement du secteur financier en soutien aux MER	91.19%
3. Outils de gestion du risque	83.33%
4. Assistance technique	38.20%
Composante 4 : Infrastructures de marché et investissements structurants	36.47%
SC 41. Infrastructure publique (marché, pistes...)	31.16%
SC 42. Investissements collectifs de soutien aux filières	41.79%
Composante 5 : Suivi-évaluation, capitalisation et communication	51.80%
SC 51. Planification et suivi-évaluation	58.85%
SC 52. Capitalisation des savoirs et communication	44.75%

Recommandations	Responsabilité	Date convenue	Suivi
Accélérer la présentation des dépenses en DRF	EPN	En continu	Les DRF sont présentés mensuellement en moyenne
Régulariser les avances de fonds versées aux GUMS et établir un système de suivi de toutes les avances octroyées aux GUMS et autres partenaires et veiller à ce qu'il respectent scrupuleusement les termes des conventions signées	EPN	juillet 2013	En retard
Finaliser l'envoi de la demande de réallocation des fonds	EPN	mai 2013	Réaliser
Régulariser le remboursement des préfinancements au projet PPRR	EPN	avril 2013	Les avances ont été remboursées
Renforcer les mesures prises pour une meilleures décentralisation	EPN,EPR	En continu	La décentralisation au niveau des 5 régions ont été complétés. La décentralisation au niveau des quatre nouvelles régions s'effectuera par étapes.
Renforcer la planification du Programme et de la mise en œuvre (PTBA 2013)	EPN,EPR	En continu	La mise en œuvre subit toujours de retard
Renforcer le système de contrôle interne	EPN	En continu	Des notes de services sur les procédures administratives et financières ont été élaborés et circulés parmi le personnel comptable

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	L'emprunteur ouvre et tient, pour le financement du Programme, un Compte spécial en dollars des États-Unis d'Amérique auprès d'une banque commerciale à Antananarivo ou de tout autre établissement bancaire ayant l'agrément du Fonds	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 15735460010 ouvert à la Banque BOA Madagascar le 24/04/08	Condition remplie
Section 3.02 b)	Le projet PTBA est soumis aux commentaires du CNP avant d'être approuvé par l'Agent principal du Projet. Il est ensuite transmis au Fonds, pour commentaire et approbation	30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Programme considéré		Condition non remplie
Section 3.03	Ouverture auprès d'un établissement acceptable par le Fonds d'un compte courant en Ariary pour y déposer les fonds de la contrepartie	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 15735460007 ouvert à la Banque BOA Madagascar le 24/04/08	Condition remplie
Section 3.04 c)	L'Emprunteur effectue sur le Compte de programme un premier dépôt des fonds de contrepartie pour un montant de 25 000 USD, pour couvrir la première année de l'exécution du Programme, l'Emprunteur reconstitue d'avance annuellement le Compte de programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du Programme considéré.	Avant l'entrée en vigueur	Premier dépôt de 25 000 USD en 25/04/ 2009.	Condition remplie
Section 3.06	Les marchés des biens, de travaux génie civil et de services doivent être passés conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'accord de prêt	Action continue	Les procédures suivies sont conformes aux dispositions de l'accord de prêt. Plan de passation des marchés 2009 validé.	Condition remplie
Section 4.02	L'agent principal du programme soumet au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme	Dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Programme de six mois.	Rapport semestriel soumis suivant la périodicité requise	Condition remplie
Section 4.03	L'agent principal du programme, le Fonds et l'Institution coopérante procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Programme, examen à mi-parcours (EMP), et à des examens intermédiaires (EI).			Non applicable en début de projet
Section 5.01	L'Agence d'exécution prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Programme.			Condition remplie

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 5.02	L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit prévu à la Section 9.03 (Audit des comptes) des Conditions générales au Fonds			Condition remplie
Section 7.01 b)	Le CIC et le CNP a été créé par Arrêté ministériel du MAEP.	Avant l'entrée en vigueur	CIC et CNP créés par arrêté le 24/04/08	Condition remplie
Section 7.01 a)	Le Coordonnateur National et les cinq Coordonnateurs Régionaux du Programme ont été sélectionnés conformément aux dispositions du paragraphe 4, Section II de l'annexe 3	Avant l'entrée en vigueur		Condition remplie
ANNEXE 2 5.b	Aucun retrait ne sera effectué au titre de la Catégorie III et V avant que : i) Une antenne régionale CCI a été officiellement ouverte dans chaque région d'intervention ; et ii) Les CRP ont été créés par arrêtés régionaux.			Condition remplie